

# LA CONSTRUCTION DES ÉTATS AU MOYEN-ORIENT (1920-2011).

## **Chap. III.**

### **LA DEUXIEME VAGUE DE CONSTRUCTION ETATIQUE AU MOYEN-ORIENT : LE TEMPS DES ETATS (1948-1991).**



# **Introduction. De nouveaux Etats au coeur de la « Guerre Froide ».**



# Conférence de San Francisco, 1945.





# Le rapport de forces au Moyen-Orient à la fin des années 1950









***Comment les Etats du Moyen-Orient  
vivent-ils ce temps d'affrontement Est/  
Ouest de 1948 à 1991 ?***



# **I- Indépendances, démocraties et coups d'État.**

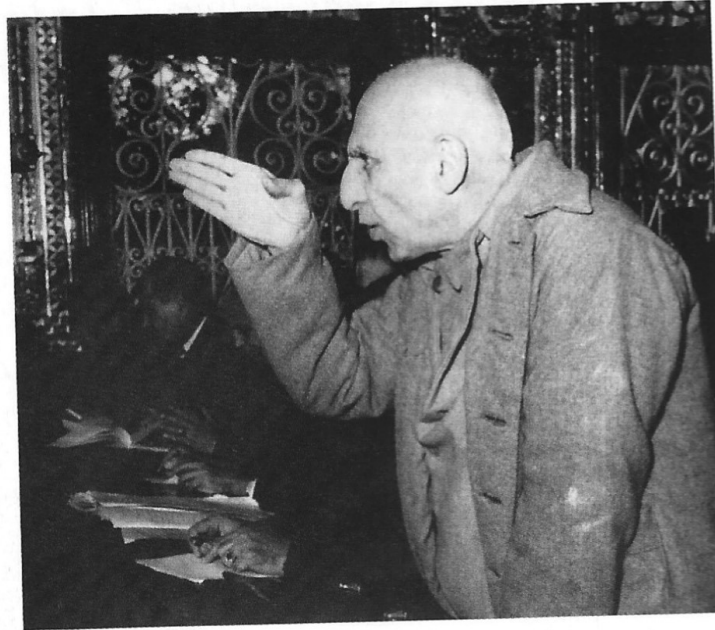


A- Le temps du parlementarisme.



## Une période de forte instabilité politique

- 1949 **Février** • Tentative d'assassinat du shah d'Iran
- Mars** • Coup d'État en Syrie
- Novembre** • Assassinat du Premier ministre iranien Abdolhossein Hajir
- 1951 **Mars** • Assassinat du Premier ministre iranien Haj Ali Razmara
- Juillet** • Assassinat du roi Abdallah I<sup>er</sup> de Jordanie
- 1952 **Juillet** • Coup d'État des officiers libres, renversement de la monarchie égyptienne
- 1953 **août** • Coup d'État contre le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh
- 1958 **Juillet** • Coup d'État du général Kassem, renversement de la monarchie irakienne
- 1960 **Mai** • Turquie : Coup d'État du général Gürsel
- 1962 **Septembre** • Coup d'État au Yémen du Nord
- 1963 **Février** • Coup d'État baasiste en Irak
- Mars** • Coup d'État baasiste en Syrie
- 1964 Début de la rébellion marxiste dans le Dhofar (Oman)
- 1965 **Janvier** • Assassinat du Premier ministre iranien Hassan Ali Mansur
- 1966 **Février** • Prise du pouvoir en Syrie par le parti néo-Baas
- août** • Pendoison de l'écrivain et militant égyptien Sayyid Qutb
- 1968 **Juillet** • Nouveau coup d'État baasiste en Irak
- 1970 **Juillet** • Destitution du sultan d'Oman ibn Taymour
- 1977 **Mars** • Assassinat du leader druze libanais Kamal Joumlatt
- 1978 **Juin** • Assassinat du leader maronite libanais Tony Frangié
- 1979 **Janvier-février** • Révolution islamique, renversement de la monarchie iranienne



**LA CHUTE DE MOSSADEGH** En 1953, le Premier ministre Mossadegh (ci-dessus) nationalise l'Anglo-Iranian Oil Company, symbole de l'exploitation des ressources iraniennes. En août, la CIA le renverse par un coup d'État.

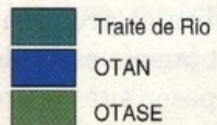


**RÉVOLUTION EN IRAK** Le 14 juillet 1958, le roi Faysal II est assassiné. Le général Kassem (ci-dessus) prend le pouvoir. La république est proclamée. Les Occidentaux y voient l'empreinte de Moscou.





#### Bloc de l'Ouest



ANZUS

Pacte de Bagdad

Autres traités bilatéraux majeurs (É-U - Japon, É-U - Corée du Sud)

Colonies des pays de l'OTAN ou pays sous tutelle de l'ONU

États pro-occidentaux (non liés par un pacte)

États neutres ou neutralistes



#### Bloc de l'Est

Pacte de Varsovie

Autres alliés de l'URSS



## La « crise de Suez » de 1956 : le Moyen-Orient et les « grandes puissances ».

Document A.

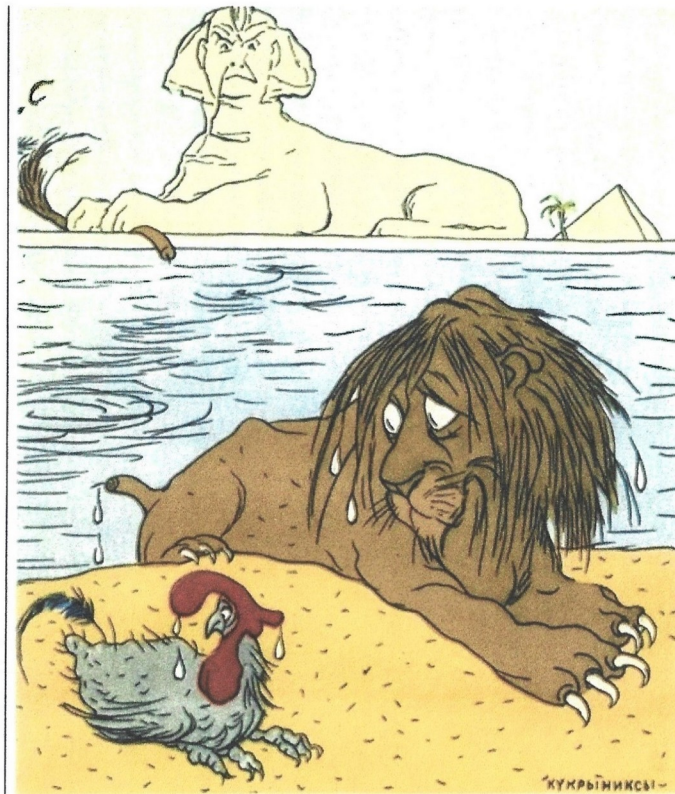
Déclaration d'Eisenhower le 2 novembre 1956, au lendemain de l'ultimatum franco-britannique à l'Égypte.

- |   |  |
|---|--|
| 1 | « Le gouvernement des Etats-Unis croit qu'il est possible par des      |
|   | moyens pacifiques de parvenir à une solution qui rétablirait les       |
|   | conditions de l'armistice entre l'Égypte et Israël, de même qu'à un    |
|   | règlement équitable du problème du canal de Suez [...]. Cette action a |
| 5 | été la conséquence d'une erreur [...]. Nous n'acceptons pas l'usage de |
|   | la force comme un moyen sage et approprié pour le règlement des        |
|   | conflits internationaux [...]. Les Etats-Unis n'ont été consultés en   |
|   | aucune façon à propos d'aucune phase des actions ainsi engagées [...]  |
| 9 | et ils n'en avaient pas été informés à l'avance. »                     |

Traduction de la légende : « De retour d'Égypte. L'intervention militaire anglo-française en Égypte s'est soldée par un échec total. En conséquence de cette entreprise, le prestige et les positions politiques de l'Angleterre et de la France en Orient et dans le monde entier ont été encore affaiblis, et les difficultés économiques dans ces pays se sont intensifiées (d'après les journaux) » =>

Document B.

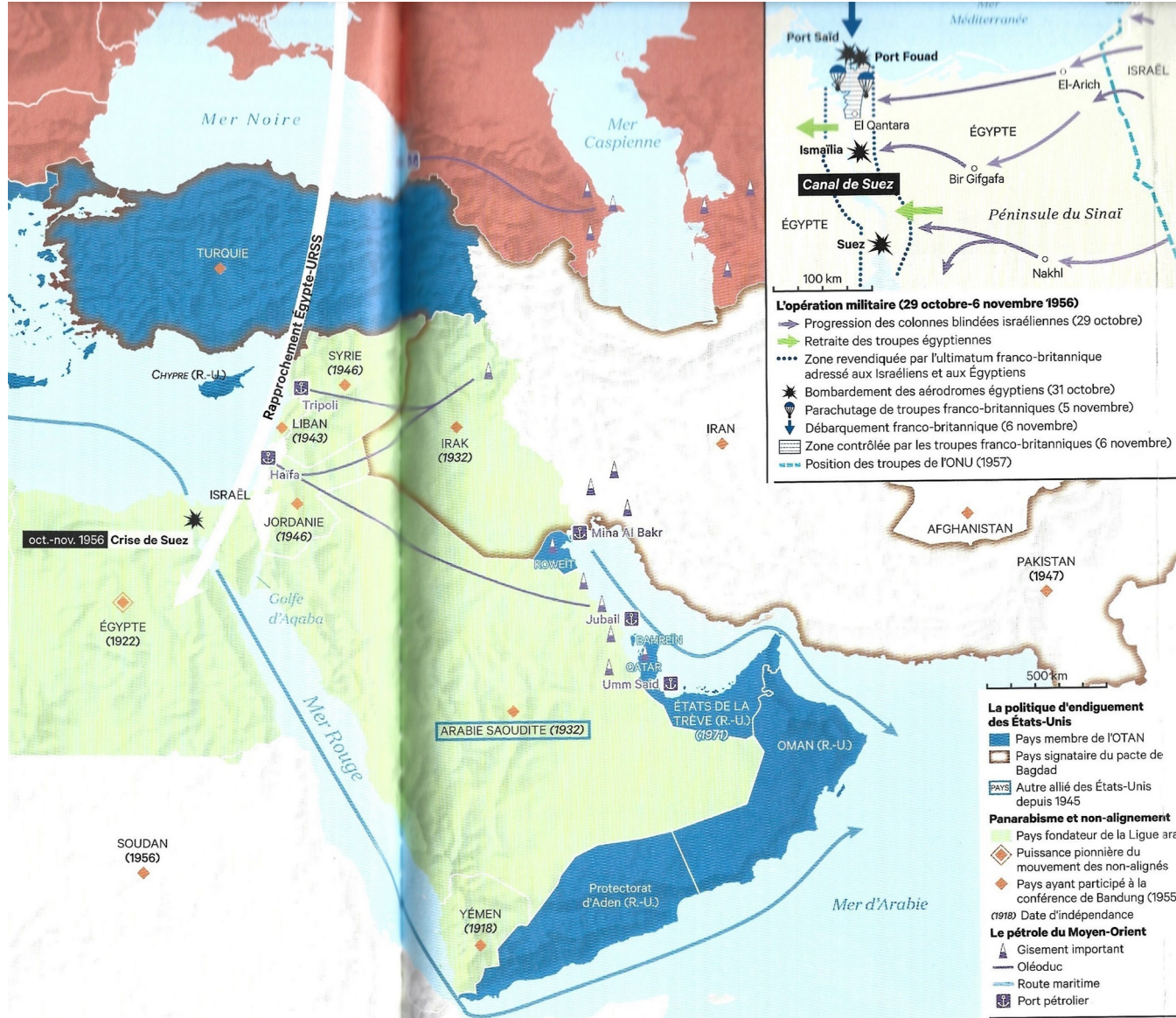
Caricature soviétique « De retour d'Égypte », 1958.



### ВОЗВРАЩЕНИЕ ИЗ ЕГИПТА

Военная авантюра англо-французских интервентов в Египте закончилась полным провалом. В результате этой авантюры престиж и политические позиции Англии и Франции на Востоке и во всем мире были еще более ослаблены, экономические затруднения в этих странах усилились. (Из газет)



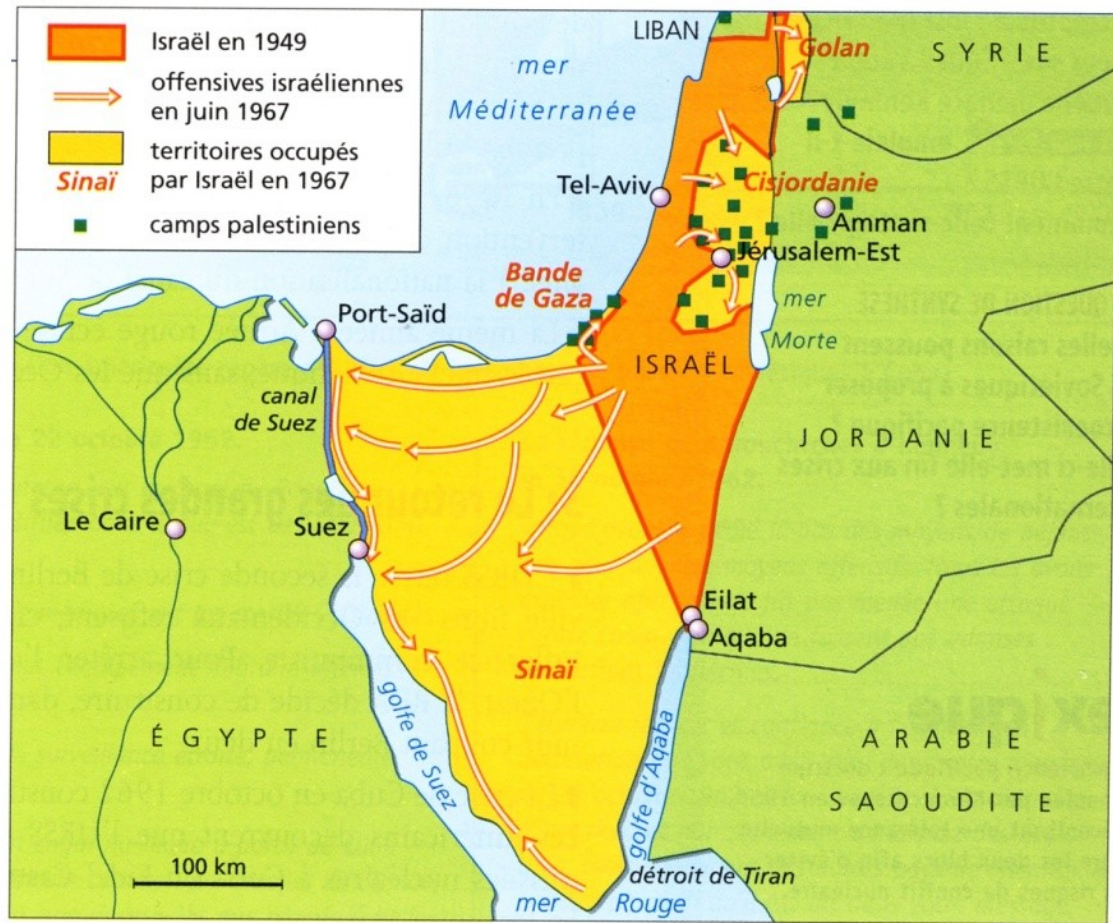




## Les puissances étrangères au Proche-Orient.

« Le rôle joué par les puissances étrangères au conflit était presque aussi complexe que celui joué par les principaux intéressés eux-mêmes. L'Union soviétique épousait la cause arabe : elle soutenait les propositions arabes et n'offrait pas la moindre chance de compromis. Les pays occidentaux étaient déchirés entre leur impuissance et leur pressentiment des dangers économiques que représenterait un autre conflit. Le plus actif de ces pays, la France de De Gaulle, embrassa en fait la cause des Arabes après la guerre des Six Jours. [...] Après la guerre de 1967, l'Égypte avait, ainsi que d'autres pays arabes, rompu ses relations diplomatiques avec les États-Unis : nous n'avions aucun diplomate important dans la capitale des pays arabes clés, qui réclamaient pourtant notre aide pour les négociations. [...]

Mais au milieu de ces troubles, la force inhérente à la position des États-Unis au Moyen-Orient se révéla peu à peu. La paix ne pouvait se conclure sans notre aide : nous seuls – et non l'Union soviétique – pouvions influencer Israël. Celui-ci était trop puissant pour céder à une pression militaire arabe, et nous avions les moyens d'empêcher toute activité diplomatique



tant que les Arabes ne se montreraient pas prêts à payer de retour les concessions accordées par Israël. Si nous restions fermes et ne nous laissions pas impressionner, le caractère central de notre position [...] devait nécessairement

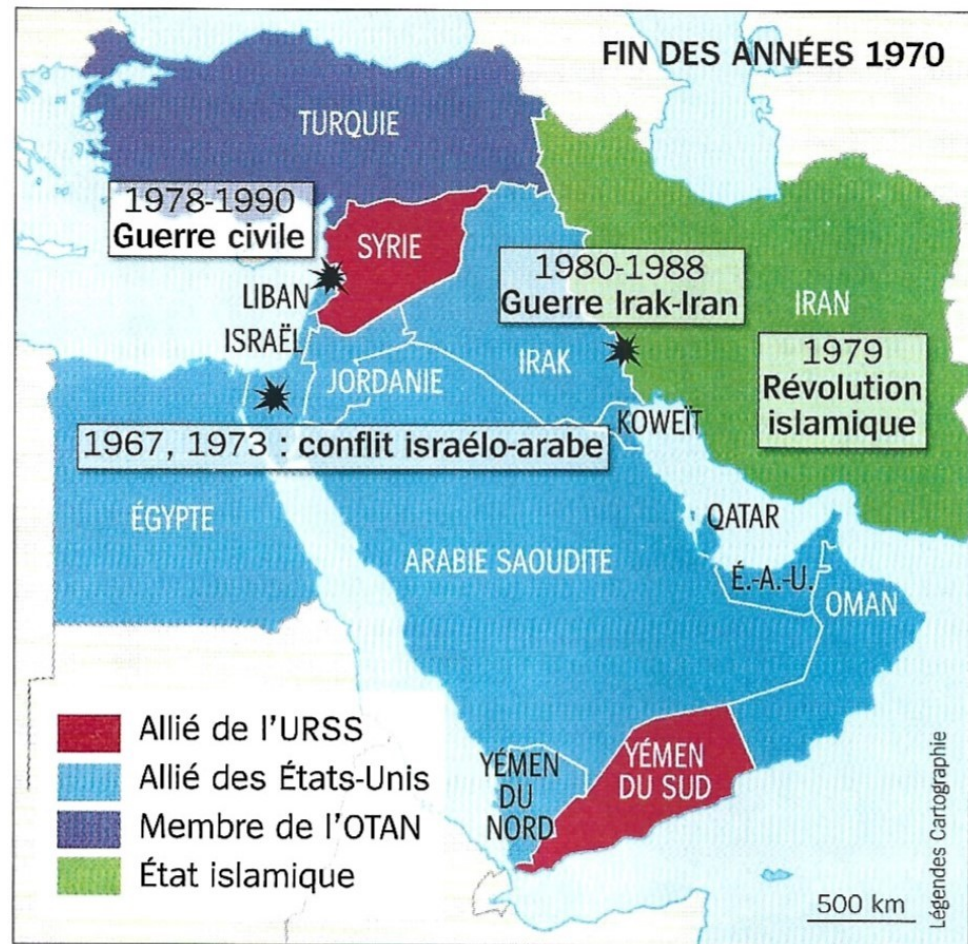
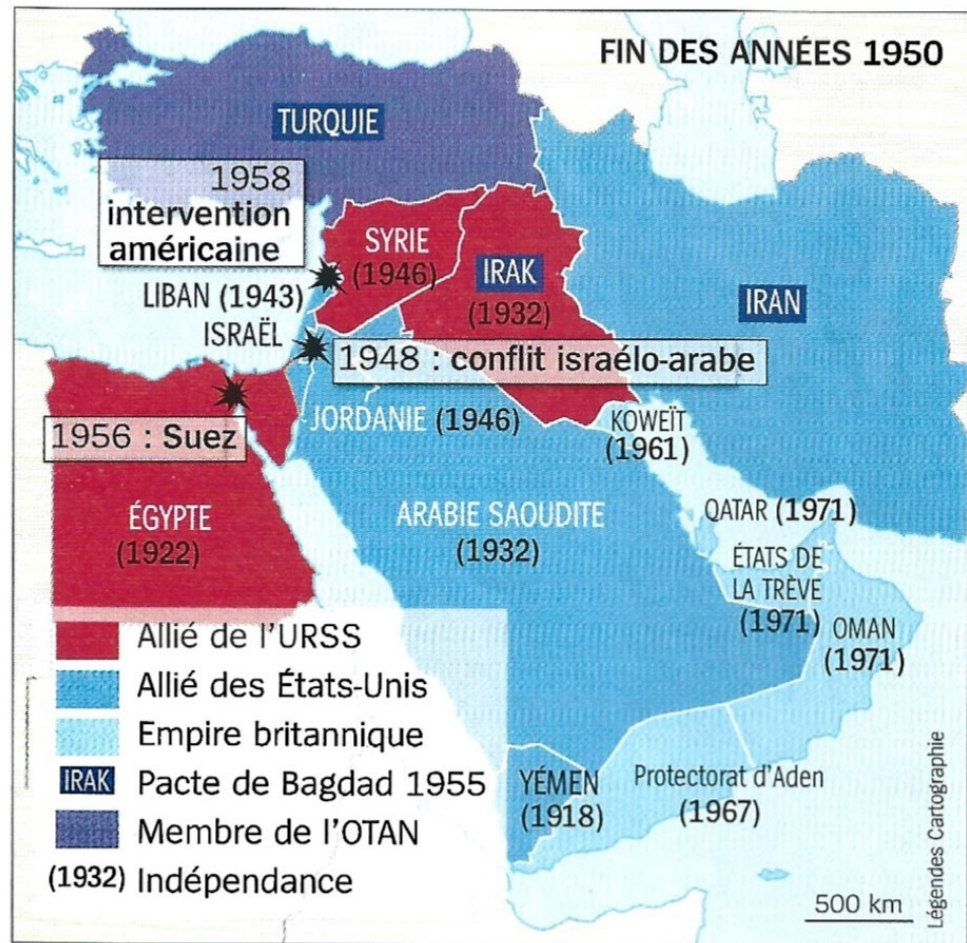
conduire au moins certains dirigeants arabes à se demander s'il était bon de se placer sous l'aile soviétique et d'adopter une attitude pour parvenir à leurs fins.»

H. KISSINGER, À la Maison Blanche, Fayard, 1979.



1	Depuis le début, notre problème est le suivant.
5	Nous ne pouvons pas tolérer une défaite israélienne. Indépendamment de tout attachement sentimental à Israël et de tout lien historique, le jugement était que si un autre pays armé par les Etats-Unis était vaincu par des pays armés par l'Union soviétique, la leçon inévitable que tout le monde devrait tirer serait de s'appuyer de plus en plus sur l'Union soviétique. Deuxièmement, si les Etats arabes radicaux, soutenus par l'Union soviétique, remportaient une grande victoire sur les Israéliens, notre position au Moyen-Orient s'en trouverait affaiblie, même dans les pays qui ne s'opposaient pas officiellement à nous, comme l'Arabie saoudite et la Jordanie.
10	D'un autre côté, nous ne pouvions pas faire de notre politique l'otage des Israéliens, parce que nos intérêts, bien que parallèles, ne sont pas identiques dans l'ensemble. Du point de vue israélien, il n'est pas désastreux que l'ensemble du monde arabe se radicalise et devienne anti-américain, car cela garantit la continuité de notre soutien. Du point de vue américain, c'est un désastre. [...]
15	Les Soviétiques sont ostensiblement tenus à l'écart de toute attaque contre les Etats-Unis. Ni la presse soviétique, ni le comportement des Nations-Unies n'étaient dirigés contre les Etats-Unis. Et ils auraient pu rendre la vie extrêmement (certainement beaucoup plus) difficile s'ils s'étaient lancés dans un assaut total. Deuxièmement, leurs unités militaires n'ont pas manœuvré de manière aussi provocante qu'en 1967. Troisièmement, ils se sont engagés dans un pont aérien massif vers le Moyen-Orient. [...]
20	Ce que l'Union soviétique en a retiré est largement négatif. [...] Les événements des deux dernières semaines ont été, dans l'ensemble, un grand succès pour les Etats-Unis.
	Transcription de la réunion de l'équipe de Kissinger, secrétaire d'Etat, au département d'Etat, mardi 23 octobre 1973, 16h35. Document secret.





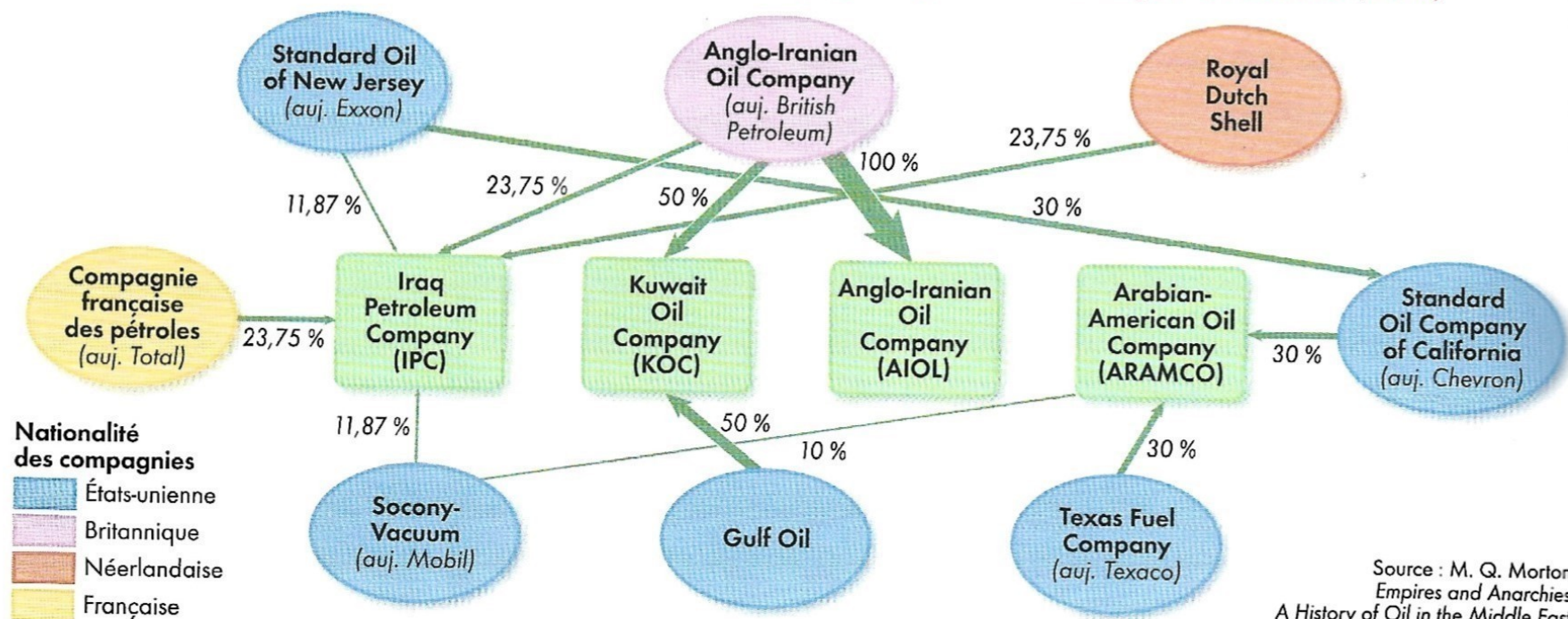
## La victoire américaine



B- Le pétrole : une malédiction ?



## Les participations des *majors* occidentales dans les compagnies pétrolières moyen-orientales (1948)



Source : M. Q. Morton,  
*Empires and Anarchies.*  
*A History of Oil in the Middle East,*  
 Reaktion Books, 2017.

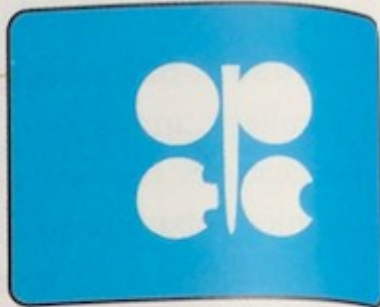


## 7 | La création de l'OPEP

*Art. 1* – L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), fondée comme une organisation intergouvernementale permanente, conformément aux résolutions de la conférence des Représentants des gouvernements iranien, irakien, saoudien et vénézuélien, qui s'est tenue à Bagdad du 10 au 14 septembre 1960, fonctionnera en suivant les objectifs définis ci-après.

*Art. 2A* – Le but principal de l'Organisation est la coordination et l'harmonisation des politiques des États membres en matière de pétrole et l'établissement de meilleurs moyens de défendre leurs intérêts. [...]

*Art. 2C* – L'attention sera constamment portée aux intérêts des pays producteurs pour leur assurer des revenus constants, à un approvisionnement régulier en pétrole des pays consommateurs, et un profit juste aux pays qui investissent dans l'industrie pétrolière.

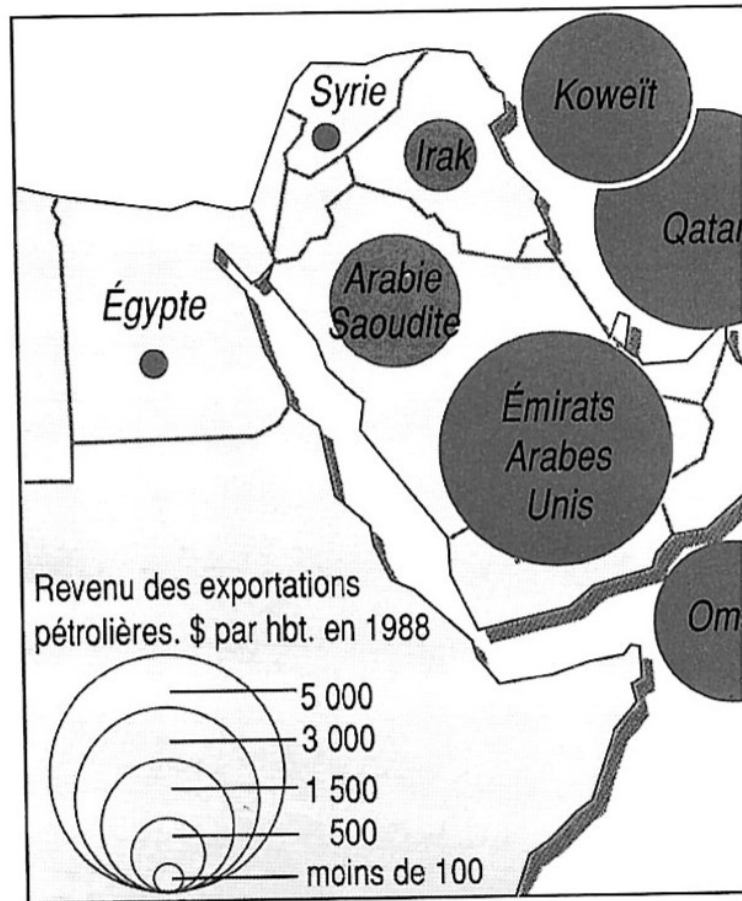


### ▲ Drapeau de l'OPEP

Les quatre lettres stylisées O, P, E et C correspondent au sigle anglais *Organization of the Petroleum Exporting Countries*.

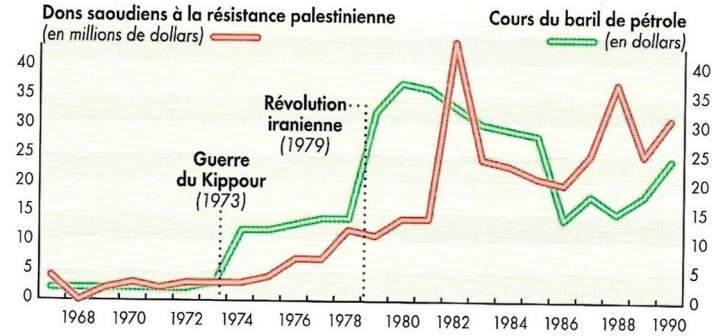
Statuts de l'OPEP, 1960.

## Rente pétrolière par habitant



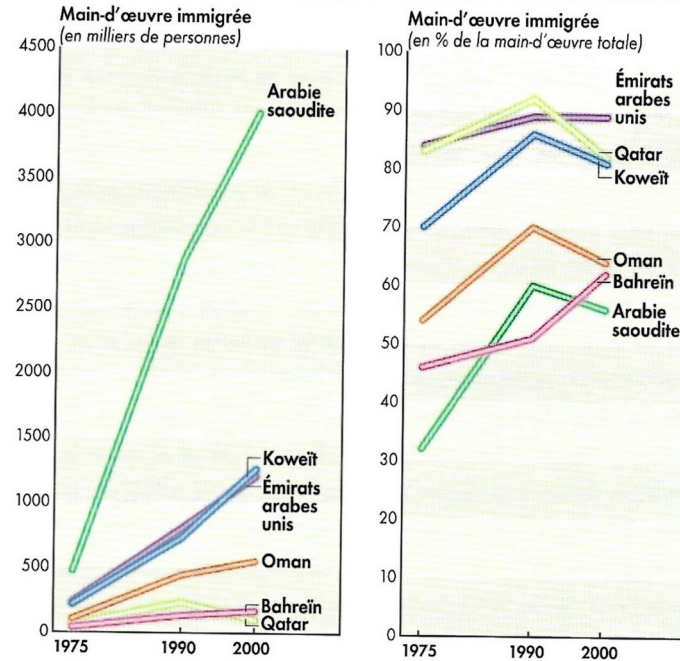


## Évolution des cours du pétrole et des dons saoudiens à la résistance palestinienne (1967-1990)



Source : T. Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia*, Cambridge University Press, 2010.

## Le recours à la main-d'œuvre immigrée dans les pétromonarchies du Golfe





### 3 L'arme pétrolière dans les années 1970

*Pendant la guerre israélo-arabe du Kippour, les pays de l'OPEP décident de réduire leur production de 5 % par mois jusqu'à ce qu'Israël se retire des territoires occupés et décrètent un embargo total sur les livraisons aux pays considérés comme alliés d'Israël, dont les États-Unis.*

Le 16 octobre 1973, les ministres du Pétrole des six pays du Golfe membres de l'OPEP, réunis au Koweït, décidaient, pour la première fois dans l'histoire de leurs pays, que les prix du pétrole seraient désormais fixés unilatéralement par les pays exportateurs, et non plus par les compagnies concessionnaires (...). Le lendemain, ils décidaient, pour la première fois également, l'utilisation du pétrole comme une arme politique dans le conflit israélo-palestinien. (...)

Le pétrole arabe devrait en fait être utilisé tous les jours comme arme politique, en temps de guerre comme en temps de paix. En fait, le mot « arme pétrolière » prête à confusion dans la mesure où il est conçu exclusivement en termes d'embargo ou de restriction des importations. Mais ce n'est là que l'aspect qu'on pourrait qualifier de négatif de l'emploi du pétrole comme arme politique. Il y a un autre aspect positif qu'on perd souvent de vue, c'est l'énorme possibilité que le pétrole offre aux Arabes pour étendre le réseau de leurs amitiés dans le monde, et pour développer leurs relations politiques et économiques avec les pays qui utilisent leur pétrole ou qui en bénéficient sous une forme ou sous une autre.

Nicolas Sarkis, conseiller syrien de l'OPEP,  
*Le Pétrole à l'heure arabe*, Stock, 1975.



### 4 La guerre du Golfe (1990-1991)

● Les enjeux pétroliers sont au cœur de la guerre du golfe. Le 2 août 1990, l'Irak envahit puis annexe le Koweït. La réaction de l'ONU est immédiate. Une coalition militaire internationale, dirigée par les États-Unis, intervient en janvier 1991 pour libérer le Koweït.



**LE PROCHE-ORIENT DEPUIS 1945**  
 au travers du film d'animation *Persépolis*  
 (film de Marjane Satrapi et Vincent Paronnaud, France, 2007).

Introduction. L'Iran jusqu'aux années 1940.

Objectif : dégager l'apport d'un document.

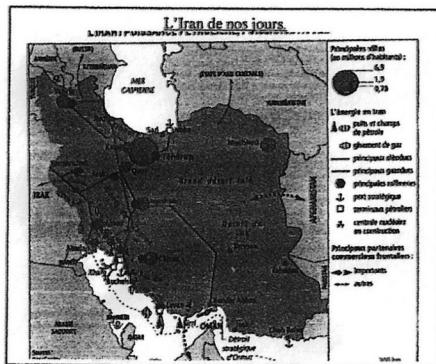
Première séquence : « Téhéran, 1978 »  
 (chapitre n°2).

1- Quelle est la situation de l'Iran en 1978 ? A quel grande puissance l'Iran est-elle alors l'allié fidèle ?



2- Quel est le titre officiel du chef de l'Etat iranien ?

3- Grâce à quelle grande puissance la monarchie s'est-elle installée en Iran ? Pourquoi cette grande puissance s'est-elle intéressée à ce pays ?



I- L'Iran au temps de la « Guerre froide » (de 1945 à la fin des années 1970).

Objectif : mettre en relation deux documents.

Deuxième séquence : « Oncle Anoush »  
 (chapitre n°3).

1- Pourquoi l'oncle Anoush s'est-il retrouvé 9 ans en prison ?



2- Quelle idéologie défend-il ?

3- Dans quel pays s'est-il un temps réfugié ?

4- En s'appuyant sur le document A, dans quel type d'affrontement les mésaventures de l'oncle Anoush se déroulent-elles ?

Doc. n°A

« A la fin de l'année 1952, il était devenu clair que le gouvernement iranien de Mossadegh était incapable de trouver un accord sur le pétrole avec les pays occidentaux concernés, [...] et coopérait étroitement avec le Parti Tudeh (communiste). Au vu de ces éléments, il a été estimé que le danger était réel que l'Iran tombe de l'autre côté du rideau de fer [...]. L'objectif du projet TP AJAX était la chute du gouvernement Mossadegh pour rétablir le prestige et le pouvoir du Shah, et de remplacer le gouvernement Mossadegh par un gouvernement iranien [...] qui établisse un accord sur le pétrole équitable, [...] et qui pourrait réprimer vigoureusement le Parti communiste à la force dangereuse. »

5- Pourquoi l'Iran constitue-t-elle un enjeu des deux grandes puissances d'après-guerre ?

6- Quelle doctrine géopolitique le pays subit-elle lors du renversement de Mossadegh ? Dans quel camp l'Iran se place-t-elle alors ?

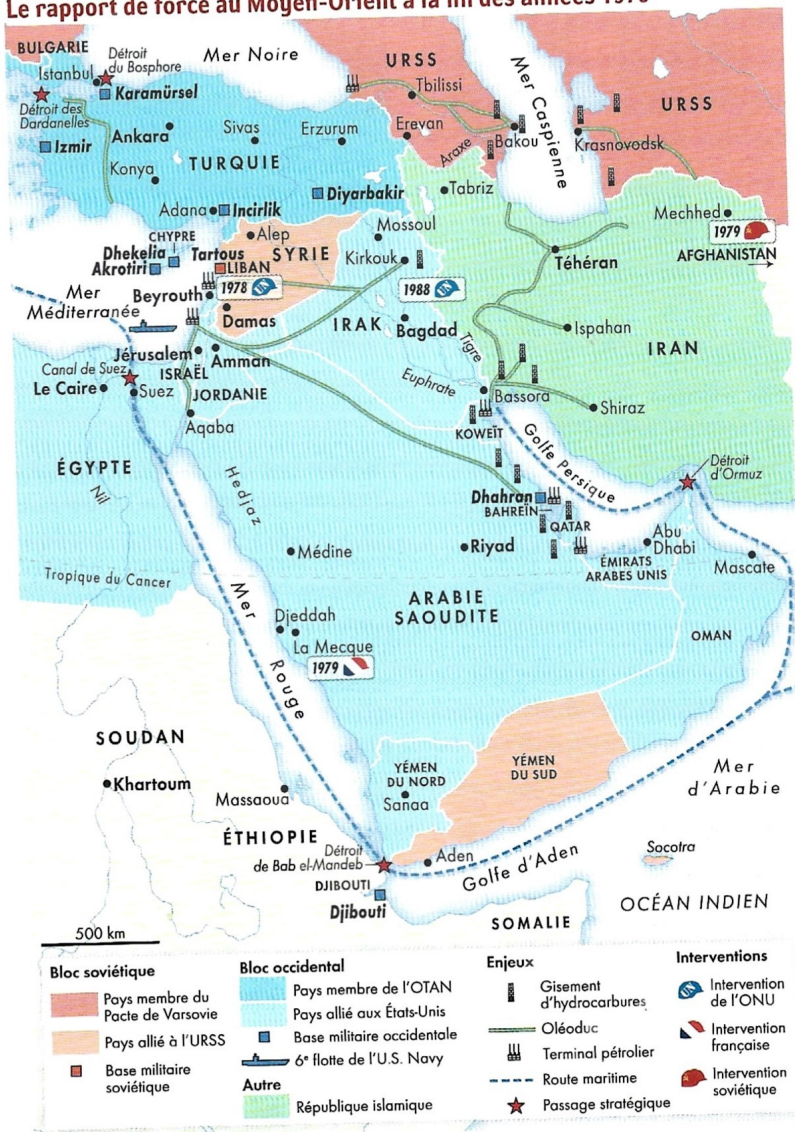
Rapport secret de Donald D. Wilber sur le plan du coup d'Etat organisé par la CIA en 1953, archives de la CIA, 1954, déclassifié et publié par le New York Times en 2001.



C- La rupture de l'année 1979.



# Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970





## Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970

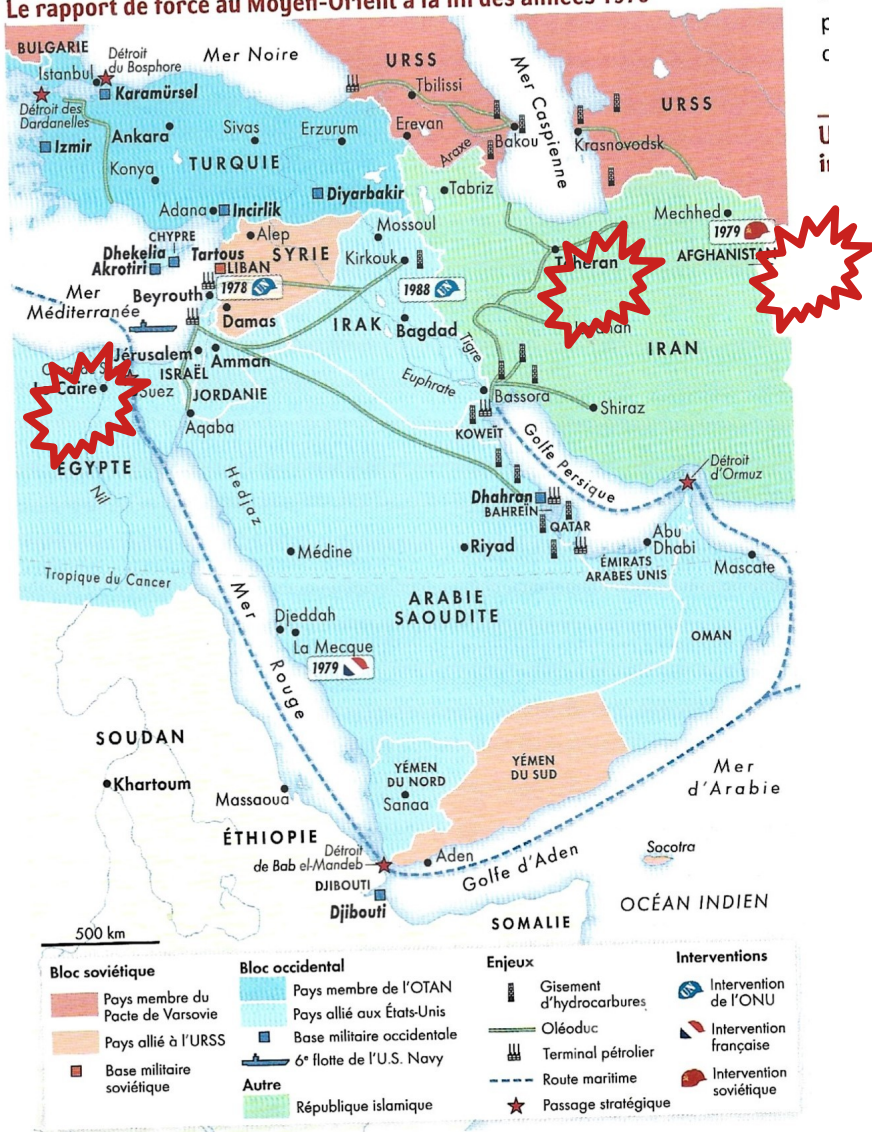


Hafez el-Assad (de face) et Saddam Hussein (à gauche) en 1979.





# Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970





# Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970







Manifestation à l'aéroport de Beyrouth contre les États-Unis et Israël pendant la prise d'otages du vol 847 de la TWA, 21 juin 1985 © Mohammed Attar/AFP



## Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970



Sadate, Carter et Begin à Washington.

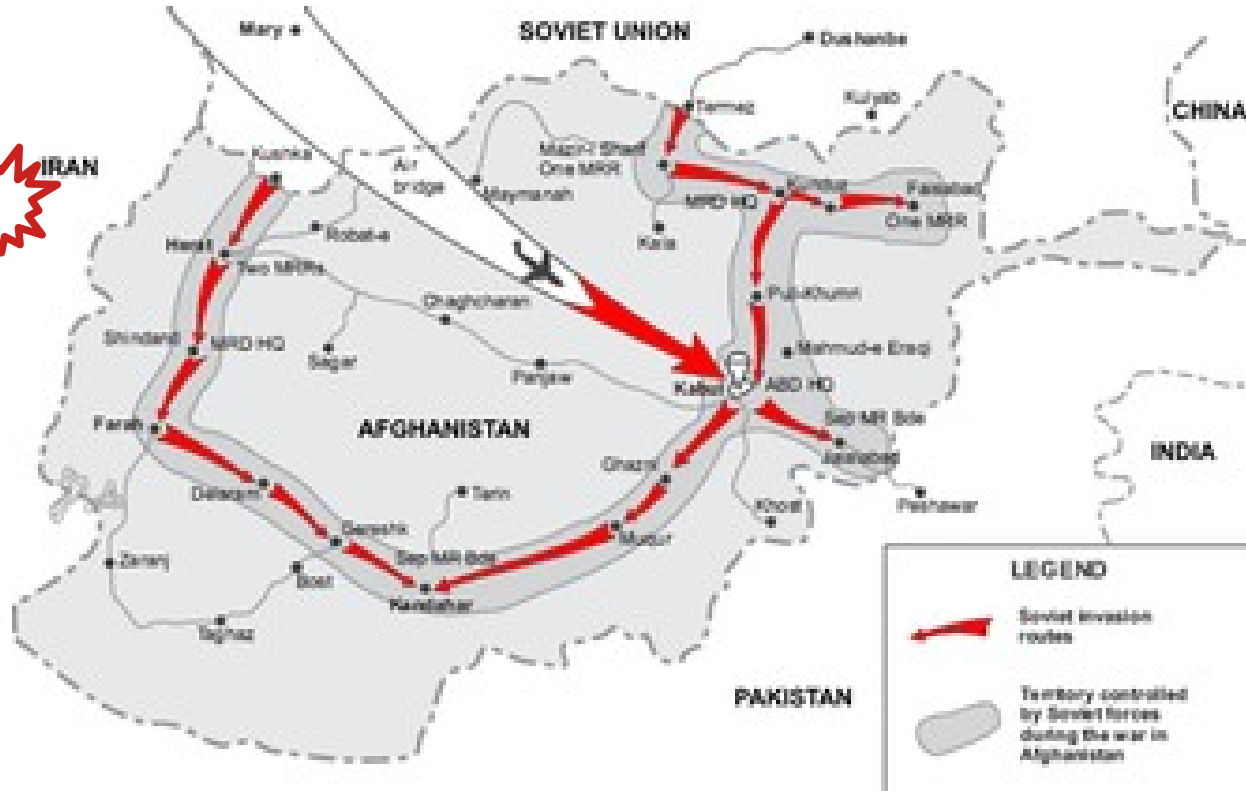








# Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970



## Bloc soviétique

- Pays membre du Pacte de Varsovie
- Pays allié à l'URSS
- Base militaire soviétique

## Bloc occidental

- Pays membre de l'OTAN
- Pays allié aux États-Unis
- Base militaire occidentale
- 6<sup>e</sup> flotte de l'U.S. Navy
- Autre
- République islamique

## Enjeux

- Gisement d'hydrocarbures
- Oléoduc
- Terminal pétrolier
- Route maritime
- Passage stratégique

## Interventions

- Intervention de l'ONU
- Intervention française
- Intervention soviétique



Des étudiants afghans manifestent devant l'ambassade soviétique à Téhéran, Iran, 27 décembre 1979 © UPI/AFP







### La confessionalisation de la guerre Irak-Iran

Mollah, Mère et Soldats, affiche de Husayn Khusrawjirdi, 1980 ; traduction du texte sous l'image à gauche : "À l'occasion de la semaine de la guerre" © Middle Eastern Posters Collection



# Le rapport de force au Moyen-Orient à la fin des années 1970



URSS



## INDIAN EXPRESS

Largest combined net sales among all daily newspapers in India

Published from New Delhi, Chandigarh, Bombay, Madras, Madurai, Vijayawada, Hyderabad, Bangalore, Ahmedabad and Cochin  
Vol. XLVIII No. 19  
New Delhi: Thursday, November 22, 1979  
35 p

### Gunmen seize Kaaba, hold 150 hostage Saudi troops poised for assault

**NEW DELHI Nov 21 (AP).** Saudi troops were in a position tonight to make an all-out assault against religious fanatics holding out in Mecca's Grand Mosque but held back for fear of hurting pilgrims and damaging the sanctity of the shrine, the Interior Ministry said.

The statement, attributed to the Interior Minister, Prince Faisal, said security forces were to make plans to remove the situation to the mosque.

The statement, attributed to the Interior Minister, Prince Faisal, said security forces were to make plans to remove the situation to the mosque.

The statement, attributed to the Interior Minister, Prince Faisal, said security forces were to make plans to remove the situation to the mosque.

### Indian pilgrims 'safe'

**NEW DELHI Nov 21.** The Indian embassy in Saudi Arabia said tonight that the 150 Indian pilgrims held by the gunmen in Mecca were safe and that the Saudi government was working to free them.

The statement, attributed to the Indian ambassador, said that the pilgrims were being held in a safe place and that the Saudi government was working to free them.

### Carter threatens to use force

**WASHINGTON, Nov 21.** The United States president threatened tonight to use force to free American hostages held by Iranian militants in Tehran.

President Jimmy Carter said that if the hostages were not freed by November 24, he would order the use of force to rescue them.

Carter said that the United States was prepared to use force to free the hostages and that he would not be deterred by the risk of a nuclear war.

### We'll kill hostages: Students

**TEHRAN Nov 21 (AP).** Student leaders in Tehran said tonight that they would kill any American hostages who were freed by the United States government.

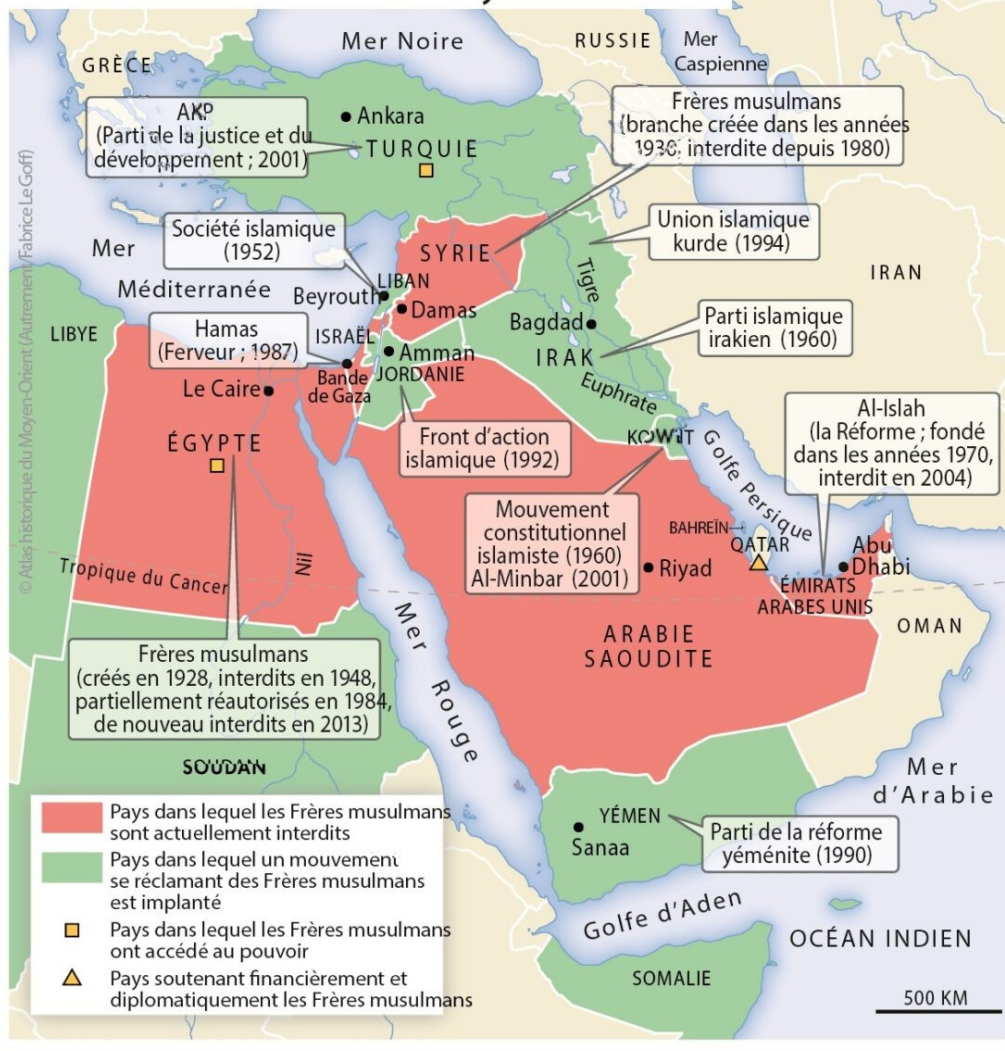
The statement, attributed to the student leaders, said that they would kill any American hostages who were freed by the United States government.



King to pray in Mecca  
Mosque renegades smashed; 135 killed



## Les Frères musulmans au Moyen-Orient



## Le succès relatif des Frères musulmans en Jordanie

En obtenant le tiers des 80 sièges de la Chambre aux législatives de novembre 1989, les premières depuis 22 ans, les islamistes ont révélé le nombre de leurs adeptes et la portée de leur organisation. L'association des Frères musulmans était d'ailleurs le seul groupe admis et n'avait pas à se conformer à la clandestinité à l'instar des autres groupes politiques, interdits dans le pays depuis 1957.

Profitant du processus de démocratisation, les islamistes se sont lancés dans une vaste campagne pour "la décence" par la voie du prêche dans les mosquées, ou sous la plume de leurs lettrés, dans les pages des journaux. Ils appellent les femmes à se conformer au Coran dans leur apparence vestimentaire, donc à porter le voile, et la société en général à rejeter les "marques de débauche" tels les boissons alcoolisées, les soirées dansantes, et les films "immoraux".

Le gouvernement de M. Moudar Badrane, qui a dû sa confiance au vote des islamistes en janvier dernier, s'est engagé à satisfaire certaines de leurs revendications, dans un souci d'apaisement, et se basant sur la définition constitutionnelle de la Jordanie comme un "Etat islamique".

Sans interdire totalement la consommation d'alcool, le gouvernement a opté pour une solution moyenne, interdisant l'alcool sur les vols à destination des pays arabes et islamiques de la compagnie nationale aérienne (...).

Toujours dans un souci d'apaisement, le ministère de l'Intérieur a décidé de ne plus délivrer des licences aux hommes voulant exercer le métier de coiffeur pour dames, alors que les islamistes réclament l'interdiction pour les coiffeurs actuellement en exercice de coiffer les femmes.

La télévision, propriété de l'Etat, a en outre décidé d'user plus fréquemment du ciseau du censeur pour calmer les islamistes qui ont dénoncé au parlement et dans les mosquées, "l'immoralité des programmes du petit écran et des films vidéo". Les baisers et autres scènes d'amour ont disparu, les programmes de danses et de chansons variées trop "dénudées" ont été remplacés par des intermèdes de musique classique.

En outre, la fréquence des programmes sportifs et des documentaires a sensiblement augmenté depuis janvier.

Mais si ces mesures "choquent" une minorité, représentée notamment par les classes aisées, elles sont en revanche populaires chez les couches les moins favorisées de la capitale et surtout des régions rurales. Le voile devient plus fréquent et la proportion des femmes portant le *hijab* a augmenté de plus de 50% en un an, selon diverses estimations.



## **Opposition islamiste au pouvoir baasiste en Syrie**

Le parti [baas] confessionnel\* a utilisé en Syrie deux mots d'ordre pour se ruer sur le pouvoir, manifestant ainsi tout son opportunisme : la liberté, dont on imagine la puissance de mobilisation chez un peuple asservi, et l'unité, qui est un vœu très cher au cœur de chaque citoyen de ce pays et des autres pays arabes, dans un état de morcellement artificiel. A partir de là, on peut expliquer tous les crimes perpétrés par ce parti confessionnel, en son nom et au nom de la nation, depuis qu'il s'est emparé du pouvoir et qu'ont été éclipsées les valeurs et les vertus islamiques, seules capables de nous écarter des pentes dangereuses.

*Communiqué-programme de la Révolution islamique en Syrie, 1980, cité par G. Michaud, voir plus haut.*

\* Aux yeux des islamistes syriens, le parti *baas*, loin de représenter le nationalisme arabe, défend les seuls intérêts de la communauté ou "confession" alaouite, minoritaire en Syrie (11% de la population).



## II- L'Iran au temps de l'islamisme (de 1978 à nos jours).

Objectif: mettre en relation deux documents.

Troisième séquence: « La guerre Irak/Iran et ses conséquences sur la vie quotidienne des Iraniens » (chapitre n°8).

1- De quelle guerre est-il question dans la séquence ? du

2- les origines du conflit entre l'Irak et l'Iran dans les années 1980.

3- que nous apprend la localisation précise du Chott-el-Arab sur les enjeux du conflit ?

4- Quelles en sont les conséquences pour l'Iran :

> dans le domaine de la politique intérieure ?

> dans le domaine scolaire ?

> dans le domaine de l'économie ?

> dans le domaine de la vie quotidienne ?

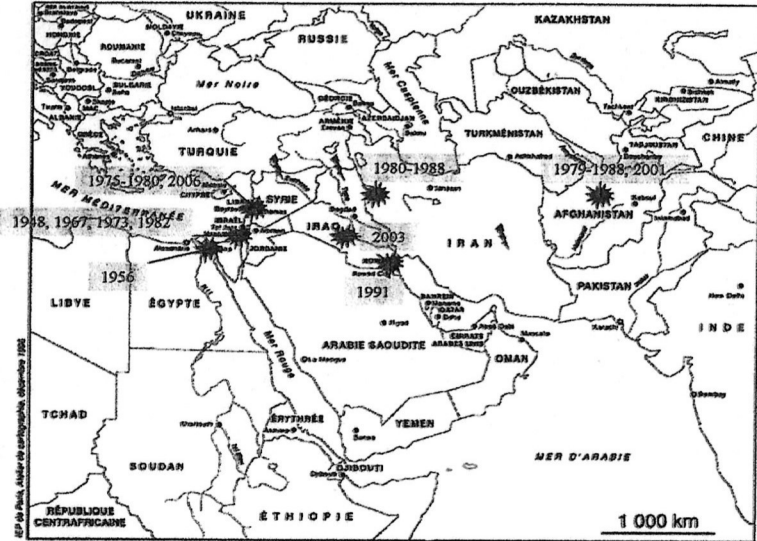
> dans le domaine de la politique extérieure ?



expliquez

Conclusion. Le Proche-Orient depuis 1945 : risques et enjeux.

SCIENCES PO  
cartographie



Causes des guerres	Nationalisme	Religion	Ressources naturelles	Autre :
1948 guerre israélo-arabe				
1956 guerre israélo-arabe				
1967 guerre israélo-arabe				
1973 guerre israélo-arabe (dite du Kippour)				
1975-1980				
1979-1988				
1980-1988				
1982				
1991				
2001				
2003				
2006				



## **II- Ce qui a changé avec Israël.**



A- La question palestinienne.



## Une question délicate devant l'ONU : l'imbroglio palestinien.

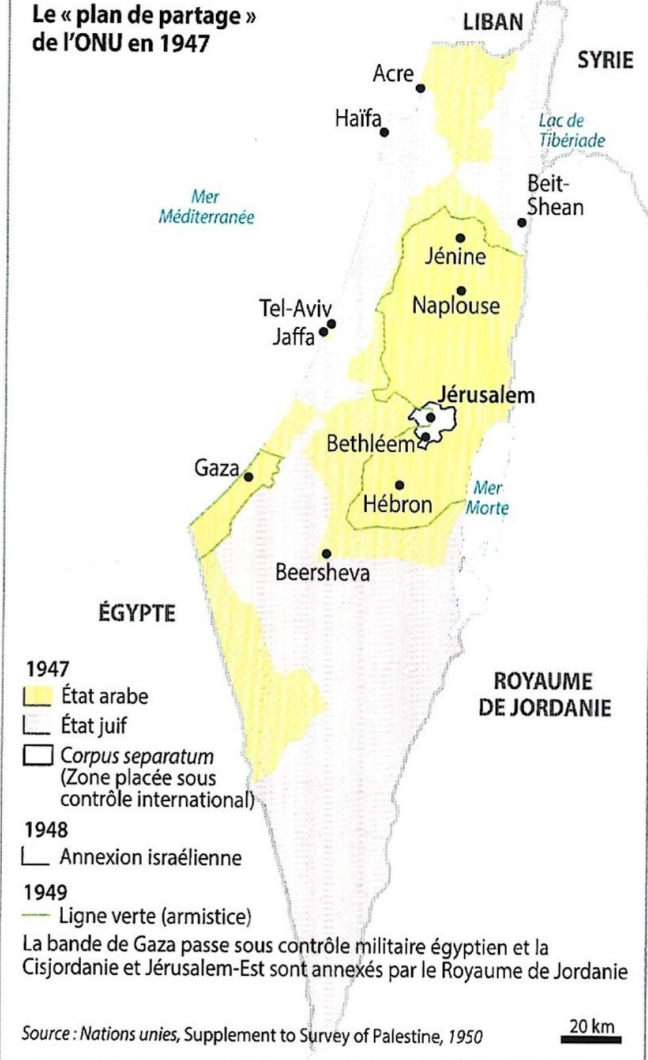
1 L'imbroglio palestinien est posé depuis hier posé devant l'Organisation des Nations unies, réunie, pour la circonstance, en séance extraordinaire.

Le problème se ramène à quelques éléments essentiels dont le rappel est nécessaire si l'on veut saisir toute l'importance de la partie qui vient de s'engager à Flushing Meadows. Le  
5 conflit judéo-arabe de Palestine est né de la Grande Guerre. [...] en 1917, l'Angleterre, par la déclaration Balfour, avait promis de créer un foyer juif en Palestine. Dès 1919, les juifs commencèrent d'affluer par milliers vers la terre Promise qu'ils revendiquent comme le berceau de leur race, mais que les Arabes, qui y sont la majorité, tiennent pour leur propriété exclusive. L'opposition arabe à toute immigration juive fut immédiate et elle donna lieu entre  
10 les deux guerres à des conflits sanglants.

L'agitation a repris aussitôt après la Seconde Guerre Mondiale. [...] L'intervention des Etats-Unis en faveur des juifs est venue compliquer encore le problème [...]. Dès l'été dernier, le sabotage et le terrorisme s'intensifièrent. [...] une nouvelle intervention des Etats-Unis insistant pour qu'une immigration juive substantielle fût immédiatement autorisée, et la  
15 recrudescence du terrorisme [...] ont finalement contraint l'Angleterre à porter la question devant l'ONU.

Roger Massip dans *Le Figaro*, 29 avril 1947.

**Le « plan de partage »  
de l'ONU en 1947**









# LA PREMIERE GUERRE ISRAELO-ARABE (1948 - 1949)

Situation au 1er juin 1948



Situation à la fin juin 1948



Situation en novembre 1948



Situation à la fin juin 1948

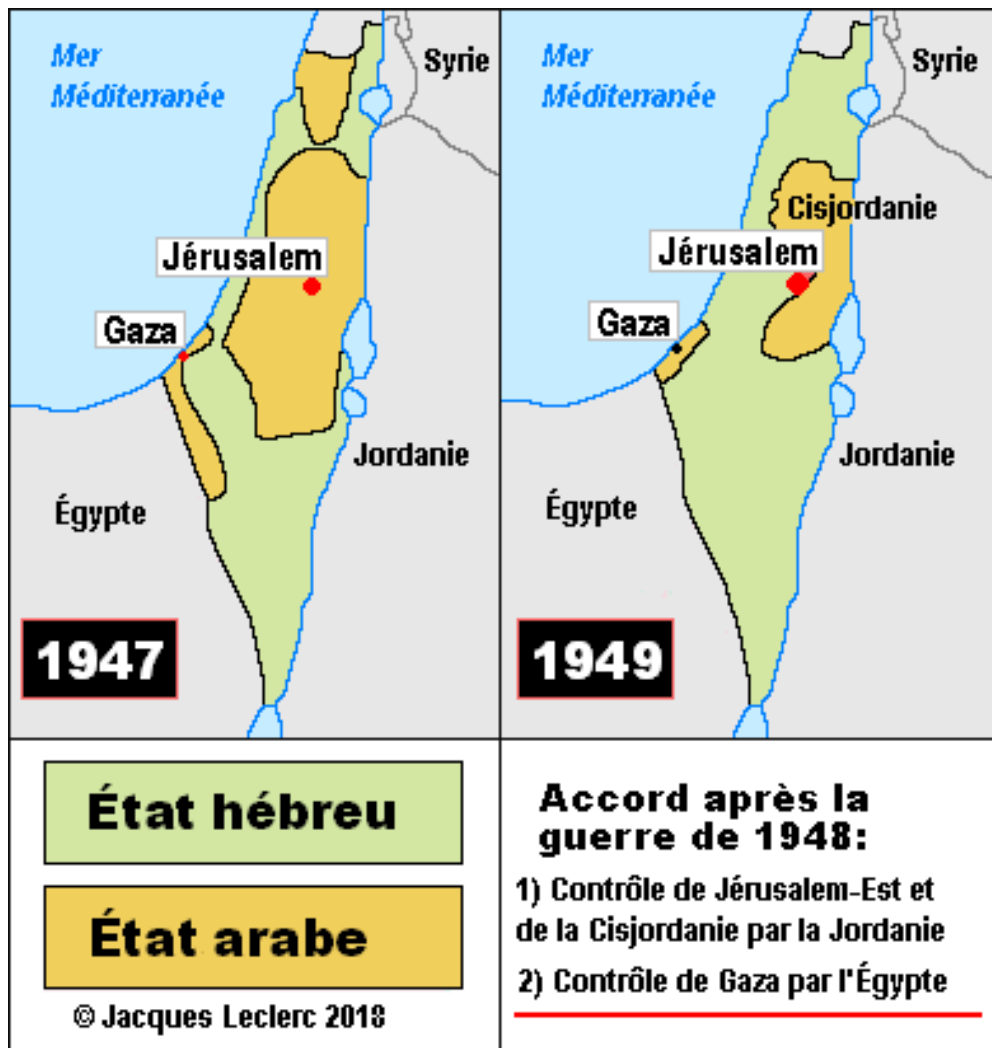


**Territoires contrôlés par les Israéliens**



**Attaques arabes**

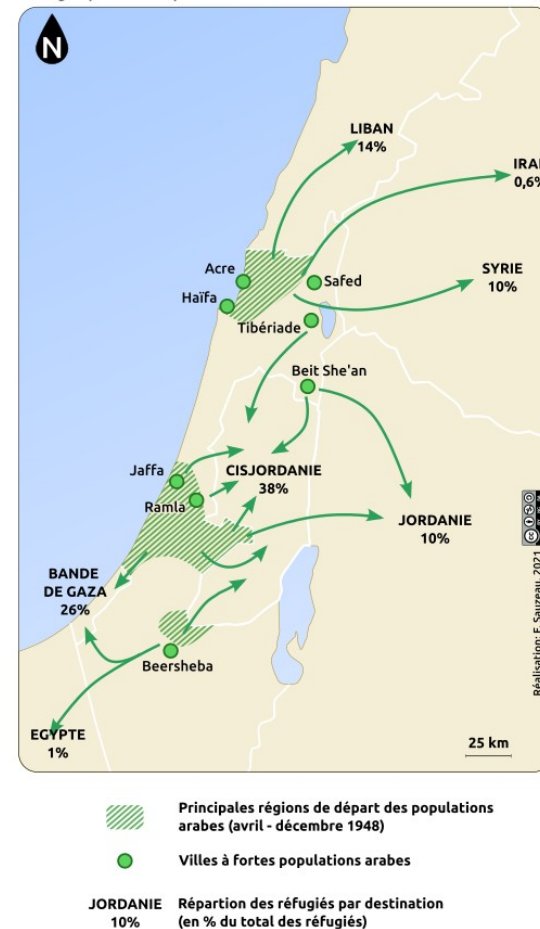




## LES REFUGIES PALESTINIENS EN 1948

Les réfugiés de Palestine sont définis comme "des personnes dont le lieu de résidence normale était la Palestine pendant la période du 1er juin 1946 au 15 mai 1948, et qui ont perdu à la fois leur foyer et leurs moyens de subsistance à la suite du conflit de 1948".

Lorsque l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a commencé ses opérations en 1950, il répondait aux besoins d'environ 750 000 réfugiés de Palestine. Aujourd'hui, quelque 5 millions de réfugiés palestiniens peuvent bénéficier de ses services.





Le *Nouvel Observateur* du 11 septembre 1972 et la cause palestinienne.

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Deux peuples pour une même patrie. Deux peuples qui ne s'ignorent plus mais qui ne se comprennent pas encore, même pour se battre. Les révolutionnaires palestiniens, en sous-estimant la profondeur du problème juif, s'interdisent à eux-mêmes toute stratégie véritablement politique. Ceux des Israéliens qui déclarent encore que la nation palestinienne |
| 5 | n'existe pas font preuve d'un aveuglement d'autant plus désarmant qu'ils ont eux-mêmes forgé leur nation par le terrorisme.  |



CONTRAIREMENT  
A CE QUI AVAIT  
ÉTÉ ANNONCÉ...

# Midi Libre

Journal quotidien d'information

HERAULT



## L'ATTENTAT DE MUNICH A TOURNÉ AU DRAME

CONFÉRENCE DE PRESSE MESSEMER-FAURE

### LE PLAN SOCIAL FONDÉ SUR LA PARTICIPATION et l'aide aux dévalorisés

- Prochain relèvement du S.M.I.C.
- Suppression de l'abandon de zone des allocations familiales
- Prestations nouvelles pour les personnes âgées



## LES NEUF OTAGES ISRAËLIENS TUÉS

### CINQ TERRORISTES PALESTINIENS ABATTUS

Télégramme de condoléances de M. Pompidou au président israélien  
M. Heinemann au cours de la cérémonie de deuil:  
«AIDEZ-NOUS A SURMONTER LA HAÏNE!»  
Malgré les défections, les Jeux Olympiques continuent



# Echec aux pirates de l'air à Athènes

## LA GRÈCE PROMET DE LIBÉRER SEPT PALESTINIENS

ATHÈNES (AP). — Pendant sept heures, un commando arabe se composant de cinq hommes et d'une femme a réussi à attirer l'attention du monde sur lui en retenant à l'aéroport d'Athènes les 53 passagers et les huit membres d'équipage d'un Boeing 727 des « Olympic Airways ». Si cet aspect de l'action peut être considéré comme un succès pour le commando, qui se réclamerait d'un groupuscule, le Front de lutte populaire (F.L.P.), qui a revendiqué la responsabilité de l'attentat, les pirates de l'air ont également obtenu la promesse que sept Palestiniens détenus en Grèce seraient libérés dans un mois.

Pour donner plus de poids à leurs arguments ils se proposaient de faire sauter l'avion à leur retour à Beyrouth, leur point de départ, en cas de refus du gouvernement grec.

A LA FIN

En fin de compte, après maints palabres, ils ont autorisé les 53 passagers et un membre d'équipage à débarquer de l'avion avant de repartir comme ils l'avaient annoncé pour le Caire. Avec eux, il y avait à bord un représentant de la Croix-Rouge.

Les versions diffèrent pour savoir à quel moment le commando a pris possession

de l'appareil. D'après les autorités de Beyrouth ce serait dès le décollage. A Athènes, où l'avion s'est posé à 9 h 30, on déclare que c'est au moment de l'atterrissage.

De toute façon le commando avait de quoi faire croire à ses menaces. Ses membres étaient armés de mitraillettes et de grenades, en dépit d'un dispositif de détection des armes installé à Beyrouth.

BEAUCOUP DE MONDE

Sur l'aire d'atterrissage, où ils avaient été isolés, les pirates demandèrent par la radio de bord à entrer en contact avec le premier ministre grec, M. Papadopoulos. Ce fut en fait M. Pattakos, le numéro deux

du régime, qui se rendit à la tour de contrôle de l'aéroport où il avait convoqué les ambassadeurs des pays arabes. Il leur a déclaré qu'une issue malheureuse à cette affaire nuirait aux relations gréco-arabes.

On ne connaît pas la teneur exacte de tous les propos qui ont été échangés entre les pirates, le colonel Pattakos, et les représentants diplomatiques arabes, mais les Palestiniens ont dû se rendre à l'évidence que les sept prisonniers qu'ils réclamaient ne pourraient leur être livrés. Les autorités grecques auraient donné leur accord, mais en précisant bien que les procédures de libération auraient pris au moins trois semaines.

MEME LUI

Parmi les Palestiniens qu'ils voulaient sauver, figuraient les deux auteurs du dernier attentat meurtrier contre les bureaux de la compagnie « El Al » qui devaient passer en justice aujourd'hui.

Au cours de cette journée, on a même vu M. Onassis, le propriétaire de l'avion se rendre à la tour de contrôle. Il a été confirmé qu'il s'était proposé comme otage, mais que son offre avait été rejetée.

ILS SERONT LIBÉRÉS

Le gouvernement grec a annoncé hier soir qu'il avait accepté de remettre dans un mois, à la Croix-Rouge internationale, les sept prisonniers arabes dont la libération a été demandée par le commando.

De son côté, l'avion qui avait quitté Athènes l'après-midi, est arrivé dans la soirée à proximité de l'aéroport de Beyrouth mais n'a pas atterri. Le Boeing 707 a tourné plusieurs fois au-dessus de l'aéroport et a pris la direction de l'ouest. Il devait finalement se poser au Caire à 21 h 03 (locale).

Selon un porte-parole de la compagnie « Olympic Airways », l'avion transportait six pirates de l'air, sept membres d'équipage et un représentant de la Croix-Rouge internationale.

## Très vive en le « diktat » p

« Boumedienne perd la tête. » En tirant ainsi sur toute la largeur de sa première page la nouvelle de la décision unilatérale d'augmenter le prix du pétrole saharien

## La montagne a fa l'an dernier

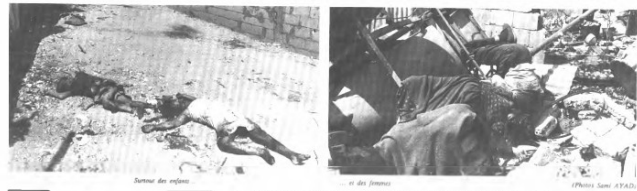
BERNE (ATS). — Il ressort d'une statistique du bulletin mensuel du Club alpin suisse que le nombre de personnes qui ont fait du ski en montagne sont survenus en 1969, faisant 130 000 fois de plus qu'en 1968.



Mercredi il s'est passé quelque chose dans cet avion (Téléphoto AP)



# LES MILICES DU SUD AU BANC DES ACCUSÉS EFFROYABLE MASSACRE A SABRA ET CHATILA



Sauvage des réfugiés

**ISRAËL ACCUSE LES KATIB, MAIS LES «F.L.» DEMENTENT**

Plus des quatre tiers de la population d'Israël sont des réfugiés palestiniens. Les agents israéliens les ont souvent livrés à des milices locales, les Katib, qui ont commis des atrocités. Les milices du sud ont été accusées d'un massacre effroyable à Sabra et Chatila. Les milices du sud ont démenti les accusations.

SUITE PAGE 11

## 1.500 ARRESTATIONS EN 3 JOURS NOUVELLES SAISIES D'ARMES ET DE MUNITIONS

Les forces armées israéliennes ont poursuivi hier les opérations d'arrestations dans la plupart des quartiers occupés de Beyrouth. En même temps qu'elles procédaient à l'importation massive d'armes et de matériel militaire, le nombre des personnes arrêtées trois jours après l'occupation de Beyrouth Ouest a chuté à près de mille cinq cents.

Les habitants des quartiers occupés de Beyrouth ont été soumis à des opérations d'arrestations et de saisies d'armes. Les forces armées israéliennes ont poursuivi hier les opérations d'arrestations dans la plupart des quartiers occupés de Beyrouth. En même temps qu'elles procédaient à l'importation massive d'armes et de matériel militaire, le nombre des personnes arrêtées trois jours après l'occupation de Beyrouth Ouest a chuté à près de mille cinq cents.

Le P.C.T. et l'O.A.C. ont été arrêtés.

Le parti communiste libanais (P.C.L.) a été arrêté.

Le parti des travailleurs (P.T.) a été arrêté.

Le parti des étudiants (P.E.) a été arrêté.

Le parti des femmes (P.F.) a été arrêté.

Le parti des jeunes (P.J.) a été arrêté.

Le parti des enfants (P.E.) a été arrêté.



Quelques-uns des blessés.

(Photo Sami ATATI)

REAGAN, "HORRIFIÉ", SOMME ISRAËL DE RETIRER SES TROUPES

ROME PROPOSE UNE NOUVELLE FORCE DE PAIX ET MOSCOW RECLAME L'INTERVENTION DES CASQUES BLEUS

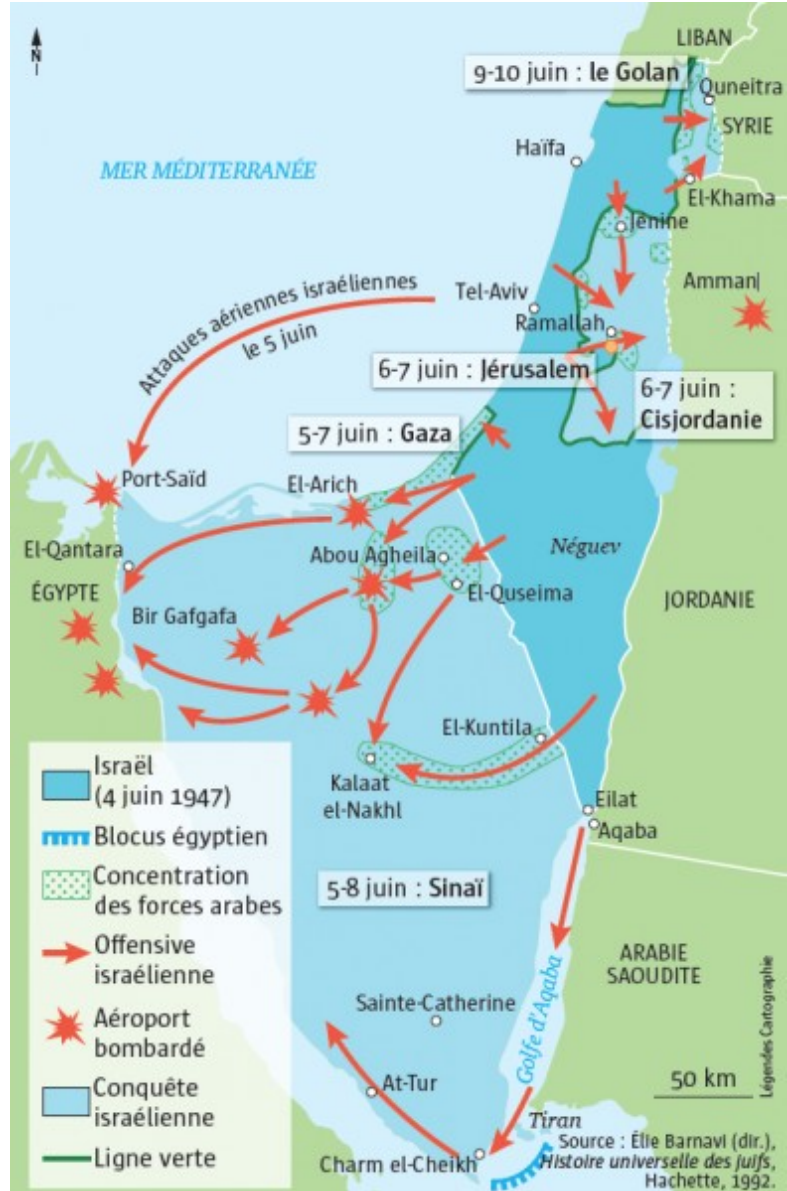
LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT SUR LES MODALITÉS DE L'EVACUATION

LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT SUR LES MODALITÉS DE L'EVACUATION



B- Le temps des conflits israélo-arabes.









## Chronologie de l'État d'Israël en cartes, 1947-2010

**1947**

Le partage de l'ONU



- Proposition d'État juif
- Proposition d'État arabe
- Jérusalem zone internationale
- Pays arabes

**1949**

Après la première guerre israélo-arabe



- État d'Israël
- Annexion de la Cisjordanie par la Jordanie en 1950
- Administration militaire égyptienne à Gaza
- Jérusalem partagée entre Israël et la Jordanie
- Pays arabes

**1967**

Après la guerre des Six jours



- État d'Israël
- Territoires occupés par Israël
- Jérusalem-Est annexée par Israël
- Pays arabes

Source : F. W. Putzger, *Historischer Weltatlas*, Cornelsen, Berlin, 1992





### Guerre du Kippour octobre 1973

Territoires  
occupés par  
Israël depuis la  
fin de la III<sup>e</sup>  
guerre

#### Opérations :

de l'Égypte sur  
le canal 6-15 oct.

de la Syrie au  
Golan 6-11 oct.

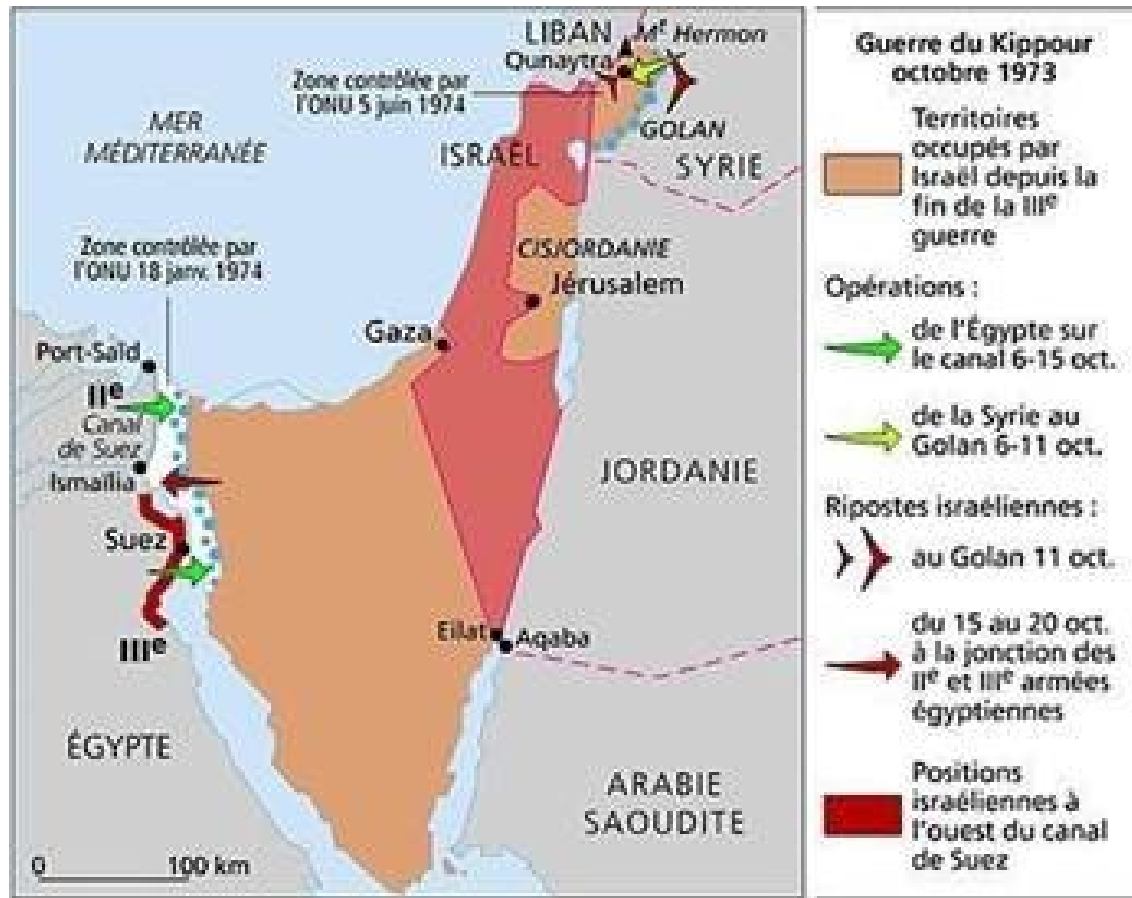
#### Ripostes israéliennes :

au Golan 11 oct.

du 15 au 20 oct.  
à la jonction des  
II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> armées  
égyptiennes

Positions  
israéliennes à  
l'ouest du canal  
de Suez





Frédérique SCHILLO *La Guerre du Kippour n'aura pas lieu. Comment Israël s'est fait surprendre,* avec Marius Schattner, Archipoche, 2023 :

« Moshe Dayan se montre le plus catastrophiste. La veille, il aurait déclaré en privé que le Troisième temple, c'est-à-dire Israël, était menacé de destruction. Il en appelle désormais à mobiliser tous les hommes, jeunes, vieux, et jusqu'aux juifs de Diaspora. »



# Des accords de Camp David (1978) au traité de paix israélo-égyptien (1979).

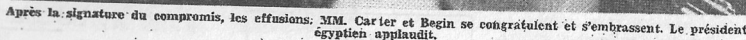
## Accord-cadre pour la paix au Moyen-Orient (1979).

1	M. Mohammed Anouar Al Sadate, président de la République arabe d'Égypte et M. Menahem Begin, Premier ministre d'Israël, se sont réunis avec M. Jimmy Carter, président des États-Unis d'Amérique, à Camp David, du 5 au 17 septembre 1978 et sont convenus de l'accord-cadre suivant pour la paix au Proche-Orient. Ils invitent les autres parties
5	impliquées dans le conflit israélo-arabe à s'associer à cet accord-cadre. [...] L'initiative historique du président Sadate, lors de sa visite à Jérusalem, et la réception que lui ont réservée le Parlement, le Gouvernement et le peuple d'Israël, ainsi que la visite faite, en retour, par le premier ministre Begin à Ismaïlia, les propositions de paix formulées par les deux dirigeants, aussi bien que l'accueil chaleureux réservé par les peuples des deux pays à ces missions, ont donné à la paix des chances sans précédent qu'il ne faut pas laisser passer
10	si nous voulons que la génération actuelle et les générations futures soient épargnées par les drames de la guerre. [...] L'Égypte et Israël s'engagent à ne pas recourir à la menace ou à l'usage de la force pour régler leurs différends. Tout différend sera réglé par des moyens pacifiques, conformément
14	aux dispositions de l'article 33 de la Charte des Nations Unies. [...]



Mais les deux confédérations ont décidé de rester en contact

Le compromis Carter-Begin-Sadate ignore les conditions décisives d'un règlement pacifique au Proche-Orient



Après quinze jours de consultations secrets à Camp David près de Washington, ainsi qu'à Carter, Reagan et Gorbatchev, le président américain a convoqué de nombreux réservistes ou protestataires tandis qu'en France, on annonce

Après le rapport Heilbronner qui préconisait des mesures répressives contre les salariés trop souvent absents et les médecins gros prescripteurs d'arrêts de travail, le gouvernement met la dernière main à un projet de décret pour contrôler les « absentéistes ».

(Page 6.)







C- Israël et Palestine : le  
tournant des années 1980

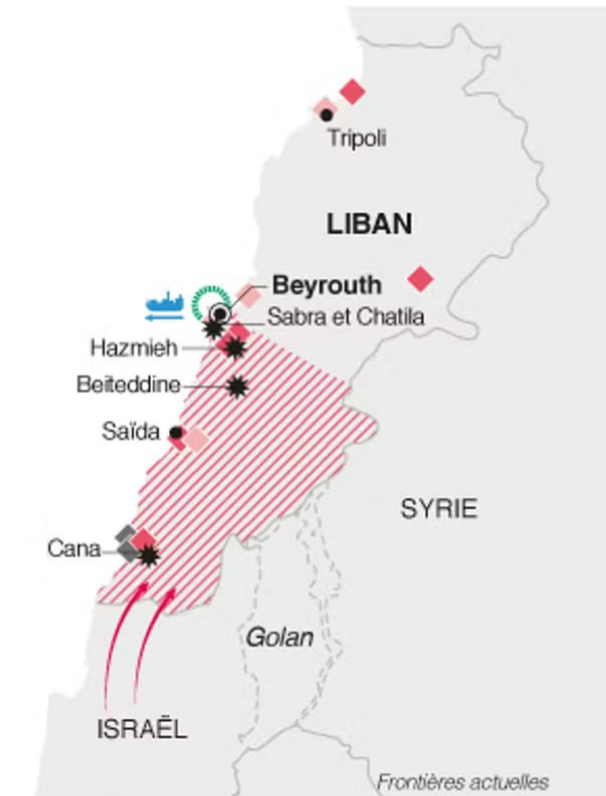


Les réfugiés palestiniens au Liban (H.  
N. RAZQALLAH, 1998).

Année	Nombre de réfugiés
1948	100 000
1951	109 000
1952	114 000
1961	183 000
1962	190 000
1967 <i>avant la guerre</i>	220 000
<i>après la guerre</i>	225 000
1969	entre 231 000 et 240 000
1970	247 000
1975	entre 280 000 et 288 000







Offensive israélienne du 6 au 10 juin 1982, opération « Paix en Galilée »

Lieux de combats et de massacres de civils libanais et palestiniens

Zone de repli de l'OLP

Evacuation de Yasser Arafat par la flotte française vers Tunis (1<sup>er</sup> septembre 1982)





Reportage « Le choc de Sabra et Chatila », JT d'A2, 18 septembre 1982 (2').

- 1- Qu'apprenons-nous de l'armée israélienne dans ce reportage ?
- 2- Quels messages le reporter veut-il faire passer ?
- 3- L'armée israélienne a-t-elle gagné la guerre au vu de ce reportage ?







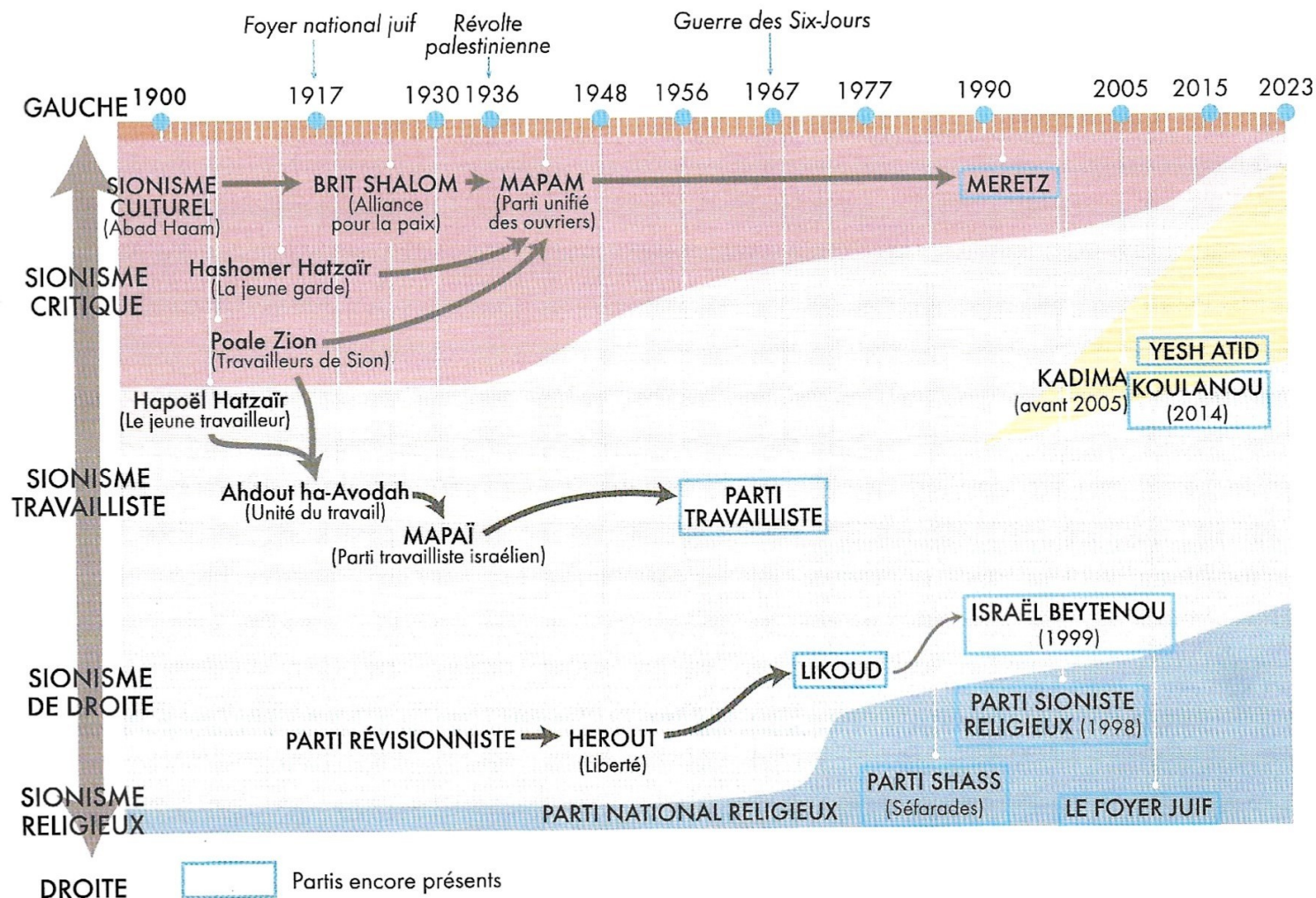
### L'opinion publique dans les territoires palestiniens.

Acceptez-vous que le problème palestinien soit réglé dans le cadre de la résolution 242 (exigeant le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés) des Nations-Unies ?		
a- Oui		16,8%
b- Non		80,6%
c- Sans opinion/refus de répondre.		2,6%
Si un Etat palestinien était créé, lequel de ces systèmes de gouvernement choisiriez-vous :		
✓ Monarchie constitutionnelle		1,1%
✓ Un système analogue à celui des pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis		1,9%
✓ Un système analogue à celui de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique		6,7%
✓ Un Etat fondé sur la loi islamique (Charia)		26,5%
✓ Un Etat fondé sur le nationalisme arabe		2,1%
✓ Démocratique laïque		29,6%
✓ Démocratique palestinien		10,4%
✓ Sans opinion/refus de répondre		21,2%
✓ Sans opinion/refus de répondre		0,5%
Quel rôle les Etats-Unis jouent-ils dans le processus de paix au Moyen-Orient ?		
a- Positif		3,4%
b- Négatif		85,5%
c- Sans opinion/refus de répondre		11,1%
Pensez-vous que les Etats-Unis puissent aider au processus de paix au Moyen-Orient ?		
a- Oui		60,8%
b- Non		31,3%
c- Sans opinion/refus de répondre		7,9%

Source : sondage effectué par *Al-Fajr*, *Newsday* et *ABC* durant l'été 1986 auprès de 1039 Palestiniens résidant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.



# LA RADICALISATION DU SIONISME





« Les manifestants qui, la semaine dernière, lançaient des pierres et des cocktails Molotov sur les troupes israéliennes, édifiaient des barricades et brûlaient des pneus, avaient une moyenne d'âge d'à peu près 15 ans ».

Extrait d'un article de Reuters à la une d'*Arab News* du 14 décembre 1987.





# Après la création d'un État palestinien indépendant

## Le pari d'Arafat

*En reconnaissant explicitement le droit d'Israël à exister, le leader de l'OLP a pris un risque calculé.*

La première pierre de la première ambassade du nouvel État palestinien, proclamé hier à l'aube à Alger, a été posée à Dely-Ibrahim, dans la banlieue de la capitale algérienne, par Yasser Arafat.

Lors d'une conférence de presse donnée hier, le président de l'OLP a lancé l'avertissement suivant : « Notre déclaration politique est faite de modération et de réalisme. Dieu sait ce qui arriverait si les ouvertures que nous venons de faire devaient être rejetées. Nous ne quérions pas la paix. Nous voulons parvenir à la paix sur un pied d'égalité avec les autres parties. » Puis, sur un ton plus menaçant, il a ajouté : « Je pourrai toujours retourner devant le Conseil national palestinien et y déclarer que la modération ne paie pas. »

Plus d'une dizaine de pays, la plupart arabes ou musulmans, ont reconnu dès hier le nouvel État palestinien alors que

les nations occidentales, tout comme les États socialistes, ont gardé une prudente réserve.

La Turquie, les deux Yémens, l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, l'Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Malaisie la Jordanie, la Libye et l'Indonésie ont approuvé la proclamation d'Alger. L'Égypte a qualifié ce texte de « pas important » vers un règlement des problèmes du Proche-Orient mais n'a pas explicitement reconnu le nouvel État. On attendait dans la soirée une réaction positive du Maroc. La Syrie, en revanche, est restée muette.

À Paris, on considère comme une fiction juridique la déclaration d'indépendance palestinienne mais on voit d'un bon œil la reconnaissance par l'OLP de la résolution 242 de l'ONU. Même son de cloche à Washington, tandis que Londres a

qualifié de prématurée la décision palestinienne.

À Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères a qualifié d'« approche réaliste » la création d'un État palestinien. Interrogé sur une reconnaissance du nouvel État par le Kremlin, il a indiqué que les Palestiniens ne l'avaient pas demandée.

À New York, le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, a estimé que les décisions du CNP fournissaient de « nouvelles occasions de faire des progrès vers la paix ». M. Perez de Cuellar a rappelé qu'il avait toujours soutenu qu'un accord global devait être fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

(AFP, AP, Reuter.)

ALGER :  
notre envoyé spécial  
LORIEUX

La peur de rompre l'unité fragile ne paralyse plus l'OLP. X-huit mois après le Conseil national de la réunification, qui était également tenu à Alger, le mouvement présidé par Yas-

Hawatmeh et surtout Georges Habache, que le « flirt » entre Arafat et le roi de Jordanie, en 1985, avait précipité dans les bras des Syriens.

L'unité était retrouvée. Les Palestiniens s'en « gargarisaient », mais l'unité pour quoi faire ? Un faux pas, une colère d'Habache, et l'édifice s'effondrait.

nienne a misé sur deux atouts : l'unité, qui lui permet de décider d'une seule voix, et surtout le soulèvement des territoires occupés (quelque trois cents morts en onze mois). Cette révolte persistante, qui se déroule sur le territoire même de la Palestine, donne aux initiatives de l'OLP une nouvelle crédibilité. Avec l'Intifada, la résistance palestinienne est sur place, et non plus

en simplifiant, de trois éléments ou de trois « étages » :

1) *État de Palestine* : sa création s'adresse d'abord aux habitants de Cisjordanie et de Gaza. Pour Edouard Zaid, professeur à l'université de Columbia, « cette proclamation est le résultat de leur lutte », donc un encouragement de taille. Mais cet intellectuel modéré, l'un des principaux intermédiaires entre la centrale



Yasser Arafat et Georges Habache lèvent les bras en signe de victoire à l'issue du Congrès national palestinien. Georges Habache s'était opposé durant ses travaux à l'acceptation de la résolution 242. (Photographie REUTERS.)

péens redoutent les réactions internationale de paix sur la Commentant le pragmatisme des palestiniens à la



# LA PALESTINE APRES LES ACCORDS D'OSLO (1993)



- Territoire contrôlé par l'Autorité palestinienne (zone A et B)
- Territoire restant sous le contrôle des Israéliens (zone C)
- Jérusalem
- Limite municipale de Jérusalem
- La ligne verte
- Frontières internationales



## Les principes de Camp David (2000) et de Taba (2001)

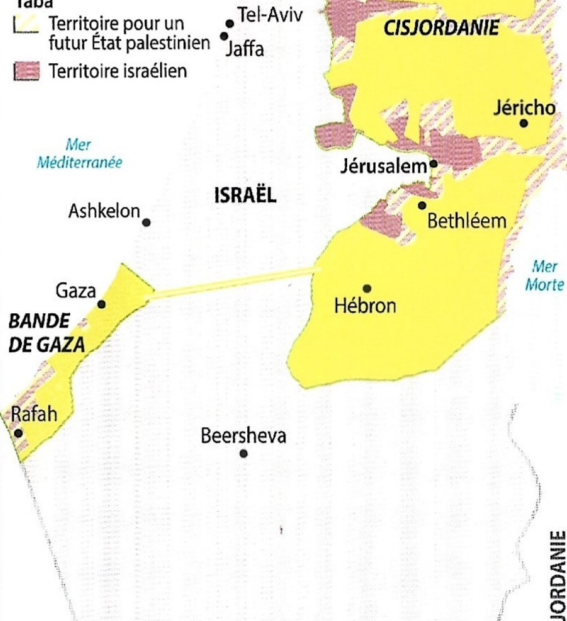
- Ligne verte (ligne d'armistice de 1949)
- Corridor de liaison

### Camp David II

- Territoire pour un futur État palestinien
- Territoire israélien

### Taba

- Territoire pour un futur État palestinien
- Territoire israélien



Source : Jean-Paul Chagnollaude et Sid-Ahmed Souiah, Atlas des Palestiniens, Autrement, 2011

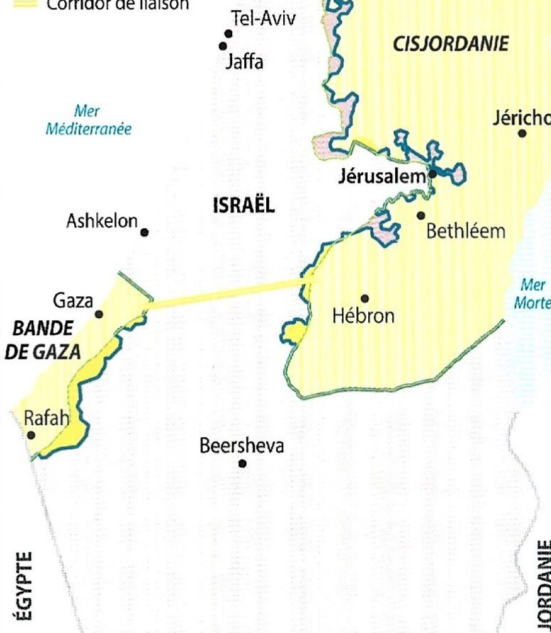
20 km

## L'initiative de Genève en 2003

- Ligne verte (ligne d'armistice de 1949)
- Frontière prévue par l'initiative

### Échange de territoires :

- pour les Israéliens
- pour les Palestiniens
- Corridor de liaison



Source : Jean-Paul Chagnollaude et Sid-Ahmed Souiah, Atlas des Palestiniens, Autrement, 2011

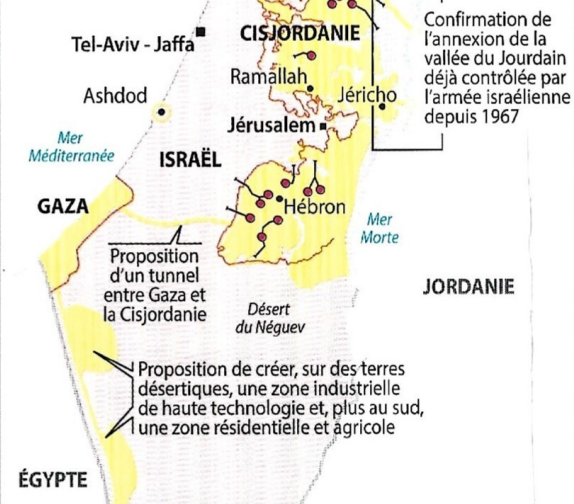
20 km

## La « Vision pour la paix » de Donald Trump (2020)

- Mur et/ou clôture de « sécurité » en 2023

### Répartition du territoire

- Accès aux ports autorisé aux Palestiniens sous contrôle israélien
- État palestinien (avec la réserve de la part d'Israël d'intervenir partout militairement)
- État d'Israël
- Colonie israélienne
- Accès routier israélien



Source : Maison Blanche, Peace to Prosperity, janvier 2020

20 km



# **III- Un Moyen-Orient aux prises avec les crises.**

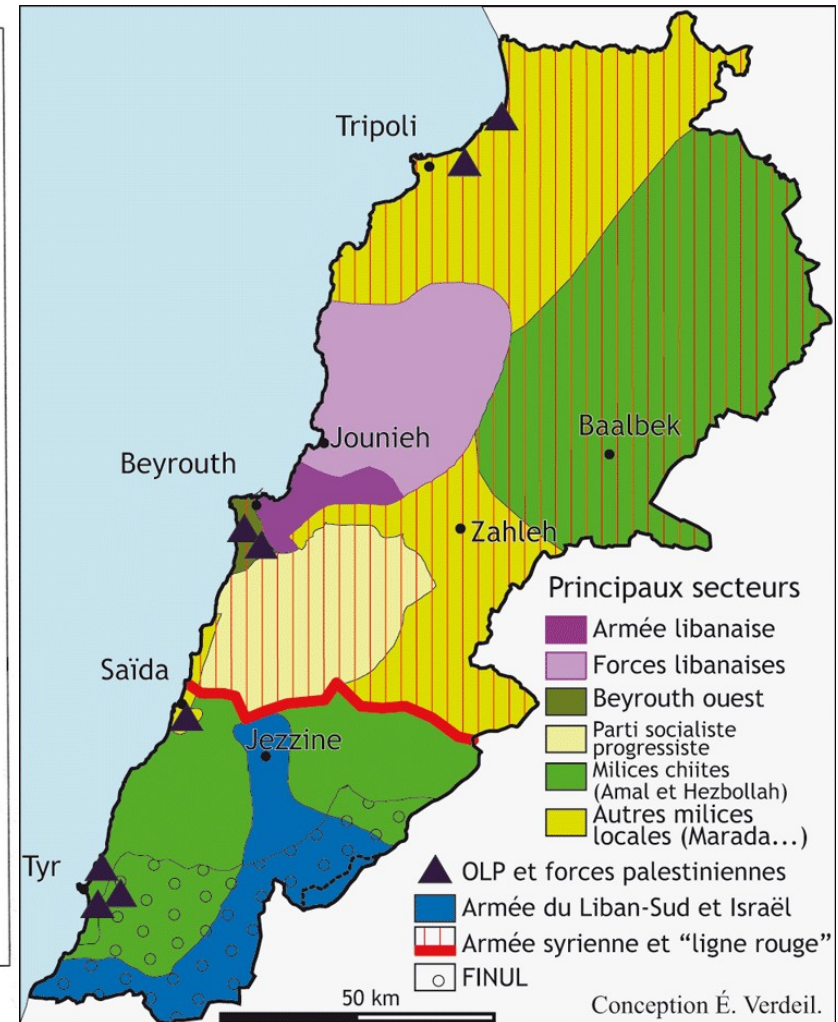


A- La guerre du Liban (1975-1990).



## Le « pacte national » libanais de 1943.

- 1 Le Liban est une république indépendante. [...]
- Le Liban a un visage arabe : sa langue est l'arabe ; il fait partie intégrante du monde arabe. Il possède son caractère particulier. Nonobstant son arabité, il ne saurait
- 5 interrompre les liens de culture et de civilisation qu'il a noués avec l'Occident, du fait que ces liens ont eu justement pour effet de l'amener au progrès dont il jouit.
- [...]
- La répartition de tous les emplois de l'État s'effectuera donc dans l'équité entre toutes les communautés.





DANS UN MESSAGE REÇU NICH PAK KHILA AU CHER DE L'ETAT

# ASSAD ASSURE GEMAYEL DE L'APPUI SYRIEN A LA LEGALITE

« DETENTE BIEN-ÊTRE SUR LE TERRAIN » ANNONCE DE SON CÔTÉ L'EMISSAIRE DE DIMAS



**Officiel**  
**Le Jour**

APRÈS LE VESTIBULAIRE DE LA VILLE PAR LES SOUS-ENTRÉES

## JOURNÉE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE LA RECONSTRUCTION NIER A TRIPOLI!



La situation politique actuelle en Liban est très complexe. Elle est le résultat de plusieurs facteurs, dont la présence de l'armée syrienne et la lutte pour le pouvoir entre différentes factions. Le gouvernement libanais a tenté de maintenir une certaine neutralité, mais la pression internationale et les événements au Liban ont forcé une prise de position. La reconstruction de Tripoli est un défi majeur, car la ville a subi de lourds dommages pendant la guerre. Les autorités locales et internationales travaillent ensemble pour reconstruire la ville et améliorer les conditions de vie des habitants. La situation reste instable, mais il y a des signes de progrès dans la reconstruction et la normalisation de la vie.

Arbus  
**Une septuagénaire meurt après une chute dans une tranchée**

(LIRE PAGE 3)

# La République

**DES PYRENEES**

3 F • CPPAP 58417 • ISSN 0247-76005 • N° 11878 • LUNDI 24 OCTOBRE 1983

**Clôtures RICAUD**

PORTAILS - GRILLAGES  
Documentation gratuite

215, boulevard Albert-1<sup>er</sup>  
33130 MÉGÈS Tél. (06) 89.89.85

# Folie meurtrière au Liban

Les paras du 1<sup>er</sup> RCP de Pau et les « marines » victimes d'attentats-suicides

**135 morts américains  
9 Français tués,  
53 disparus**

(LIRE EN DERNIÈRE PAGE)

Les mots manquent pour dire l'honneur et l'indignation que l'on éprouve devant les attentats commis hier à Bey-

rouse de tout le gouverne- ment, s'est aussitôt employé à justifier la présence des sol- dats français au Liban, ajou-

ter l'iran qui, à plusieurs reprises, a lancé des menaces contre la France et les Etats-Unis dans la mesure

le problème du Moyen-Orient dans ce contexte nouveau au plan international et au plan national.



Le 02 des parachutistes du 1<sup>er</sup> RCP n'est plus que ruines. Il reste des débris de « naves » sous les décombres.



L'accord de Taëf du 24 octobre 1989.

- |   |   |
|---|---|
| 1 | Le Liban est une patrie souveraine, libre, indépendante, patrie définitive de tous ses fils, et une par son territoire, son peuple et ses institutions dans le cadre des frontières délimitées dans la constitution libanaise et reconnues internationalement. [...]  |
| 5 | L'abolition du confessionnalisme politique est un objectif national principal qui exige l'action pour sa réalisation suivant un plan par étapes. Le nouveau parlement élu sur la base d'égalité de sièges entre chrétiens et musulmans devra adopter les décisions adéquates pour la réalisation de cet objectif. [...] |
| 8 | Le Liban, arabe d'appartenance et d'identité, est lié par des relations fraternelles sincères avec tous les Etats arabes et entretient avec la Syrie des relations particulières [...].   |



B- La guerre  
d'Afghanistan.





### Coup d'État en Afghanistan.

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Pour la seconde fois en cinq ans, les Américains ont été pris de vitesse en Afghanistan, en dépit de la présence d'une forte délégation à Kaboul (plus de 1500 personnes). En effet, le 17 juillet 1973, le général Mohammed Daoud avait renversé son cousin, le roi Zahir, avec l'aide discrète des agents soviétiques. Ce sont ces mêmes Soviétiques qui ont fomenté un nouveau coup d'État pour se débarrasser de leur protégé. [...] |
| 5 | L'intérêt stratégique que porte la Russie soviétique à l'Afghanistan a été confirmé par le fait que Moscou a reconnu le premier le gouvernement de cette nouvelle « république   |
| 7 | démocratique » suivi aussitôt par Cuba et l'Inde. [...]  |

*Le Figaro*, 2 mai 1978.



INA, reportage A2, 31 décembre 1979, 2'03'' :

« La guerre en Afghanistan ».

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000194/la-guerre-en-afghanistan.html>



## La guerre en Afghanistan, nouveau combat tiers-mondiste

Des étudiants afghans manifestent devant l'ambassade soviétique à Téhéran, Iran, 27 décembre 1979 © UPI/AFP





## Politique étrangère

# AFGHANISTAN : les Soviétiques s'en vont Un retrait dans la confusion...

« L'URSS aura totalement rapatrié ses troupes le 13 février au plus tard ». C'est ce qu'a affirmé, hier au Pakistan, le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze. Et pourtant, la dernière phase du retrait soviétique s'achève dans la confusion et les informations sont des plus contradictoires.

Ainsi samedi à Téhéran, le premier vice-ministre des Affaires étrangères soviétiques, Youli Vorontsov, déclarait que « dans quatre jours, il ne restera plus aucune force militaire soviétique » en Afghanistan. Alors que plusieurs autres responsables du Kremlin continuent à s'en tenir à la date-butoir du 15 février prévue par les accords de Genève du 14 avril 1988.

Autre point d'interrogation : combien reste-t-il de soldats soviétiques sur le territoire afghan ? 30 000 avaient quitté

Kaboul hier matin à l'aube dans le cadre de la dernière phase du retrait, à en croire le lieutenant-colonel Skatchkov. Il en resterait donc une vingtaine de milliers puisque l'on parlait, à la fin de l'été après le premier rapatriement, de 50 000 militaires soviétiques toujours en Afghanistan.

La seule certitude, c'est que les pertes s'alourdissent de jour en jour comme l'a reconnu hier la « Pravda », en précisant qu'elles étaient dues à des attaques des moudjahidines contre des soldats isolés ou à des accidents provoqués par le mauvais temps. Les résistants attaquent ainsi les unités chargées de réparer l'oléoduc qui passe de la frontière soviétique à Kaboul par le fameux col de Salang, à 3 800 mètres d'altitude. « Nous ne pensions pas que la traversée du col serait si dure », a reconnu le général

Gromov. Le commandant en chef du corps expéditionnaire soviétique a dénoncé par ailleurs « les pillages et les agressions » dont se rendraient coupables les résistants du commandant Massoud. Alors que, selon lui, les Soviétiques auraient été jusqu'à proposer au commandant Massoud, le « Lion du Panchir », de prendre sous son contrôle le Salang pour assurer, en particulier, la circulation des véhicules transportant nourriture et carburant vers Kaboul.

**Kaboul : le départ du dernier diplomate occidental.** — Raymond Petit, le chargé d'Affaires français, a quitté la capitale afghane hier en compagnie de sa femme. M. Petit part au moment où plus de trente journalistes français arrivent à Kaboul : trois membres de la Croix rouge et deux religieuses complètent la présence française en Afghanistan.



Les soldats d'un régiment de blindés soviétiques franchissent le pont de Termez, frontière entre l'URSS et l'Afghanistan.



APF photographie - Paris - Huber

## Une véritable défaite politique

Le retrait soviétique d'Afghanistan coûtera cher à

tablement parler d'une défaite militaire : sur le terrain

futur gouvernement afghan, il n'a pas réussi à négocier

tan comme une guerre coloniale d'un autre. Bon. Rien

# POLOGNE : premier jour de la table ronde L'heure n'est pas à l'euphorie

Grand carnaval politique en Pologne avec la réunion de la « table ronde » entre le pouvoir et l'opposition. Mais pour avoir été trop attendue, cette réunion ne suscite plus, aujourd'hui, la passion du public.

**VARSOVIE** (de notre correspondant). — Les Polonais ont accueilli la table ronde entre le pouvoir communiste et l'opposition avec un mélange d'espoirs et d'inquiétudes.

Lech Walesa lui-même — accueilli triomphalement à son arrivée au palais du Conseil des ministres par les partisans de Solidarnosc, vite tenus à l'écart par la police — n'a pas caché qu'il partageait ces sentiments dans un vibrant plaidoyer en faveur du pluralisme syndical et politique et dans un appel au consensus pour sauver la patrie menacée par une grave crise de civilisation. Le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, s'est fait l'écho de ces préoccupations... en prenant soin de préciser que tous les partenaires du dialogue plaçaient leur action « dans le cadre de la légalité socialiste ».

L'espoir est lié à la conviction que, dans six semaines, devrait être conclu un accord prévoyant :

- La renaissance de Solidarnosc (il est vrai édulcoré car réduit au mouvement ouvrier sans organisation régionale et avec des commissions intersyndicales d'entreprises).

- Une nouvelle constitution permettant le respect du pluralisme politique et du droit d'association sous toutes ses formes.

- Une nouvelle loi électorale prévoyant l'élection de 30 à 40 % de députés d'opposi-



Lech Walesa dans le train qui l'amenait à Varsovie, hier.

tion (les législatives seraient avancées à la fin du printemps).

- Un pacte d'anti-crise fondé sur le développement du secteur privé et des lois du marché, mais aussi sur l'acceptation par tous de mesures d'austérité.

Mais l'inquiétude demeure. D'abord parce que les extrémistes du parti et de la sécurité sont prêts à toutes les provocations, même violentes, pour faire échouer l'entente (on pleure ici encore les morts récentes et suspectes du père Niedziela et du père

Suchowolec). Ensuite parce que Lech Walesa et le ministre de l'Intérieur sont loin d'être d'accord. Pour ce dernier, « Solidarnosc ne devra pas retrouver ses vieilles habitudes qui menaient le pays social et avaient plongé la Pologne dans une situation de tension et d'anarchie ». Réponse du leader ouvrier : « Que personne ne rende responsable des ouvriers, des agriculteurs ou des intellectuels de la dégradation des conditions de vie en Pologne. C'est le résultat d'un mauvais système, d'une absence de liberté. Nous sentons encore dans le dos le souffle de Staline ».

« Le vert est que nos efforts ont été et restent gaspillés », a encore dit Lech Walesa, avant d'ajouter que, « derrière ces fenêtres, c'est la tristesse et la peur de la misère ».

Justement : peut-on encore arrêter la dégringolade économique ? Le pouvoir espère que ce ralliement au pluralisme lui permettra d'obtenir entre 12 et 18 milliards de francs de crédits occidentaux. Sera-ce suffisant pour relancer la machine économique et les jeunes ne vont-ils pas à nouveau descendre dans la rue ?

Malgré les indéniables progrès marqués par cette table ronde, l'heure est loin d'être ici à l'euphorie.

Bernard MARQUERITE.

## FRANCE-IRAN : la visite de Roland Dumas



C- La guerre Iran-Irak.



Discours radiodiffusé de l'Ayatollah  
Khomeiny,  
avril 1980.

« Saddam et son gouvernement illégitime veulent revenir à la période d'avant l'islam, temps de l'ignorance (...) pour faire prévaloir les seul pouvoir des Arabes en ignorant l'influence de l'islam. Ces gens ne croient pas à l'islam (...). Armée irakienne rejoins ton peuple comme l'armée iranienne a rejoint le sien. Tu es responsable devant Dieu. Aucune excuse ne justifierait que tu fasses la guerre contre le peuple iranien et l'Iran musulman. Ce serait une guerre contre le prophète Muhammad. L'armée irakienne accepterait-elle de faire la guerre contre le Coran et le Prophète ? L'Iran est aujourd'hui le pays du messenger de Dieu. Sa révolution, son gouvernement et ses lois sont islamiques. Nous voulons fonder un Etat islamique qui réunisse l'Arabe, le Persan, le Turc et les autres nationalités sous la bannière de l'islam. »

Discours de Saddam Hussein, président  
de la république d'Irak devant  
l'assemblée nationale irakienne, le 17  
septembre 1980.

« (...) le Chatt al-'Arab doit être irakien et arabe de nom et de fait, et jouir de tous les droits qui découlent de la pleine souveraineté de l'Irak. (...)

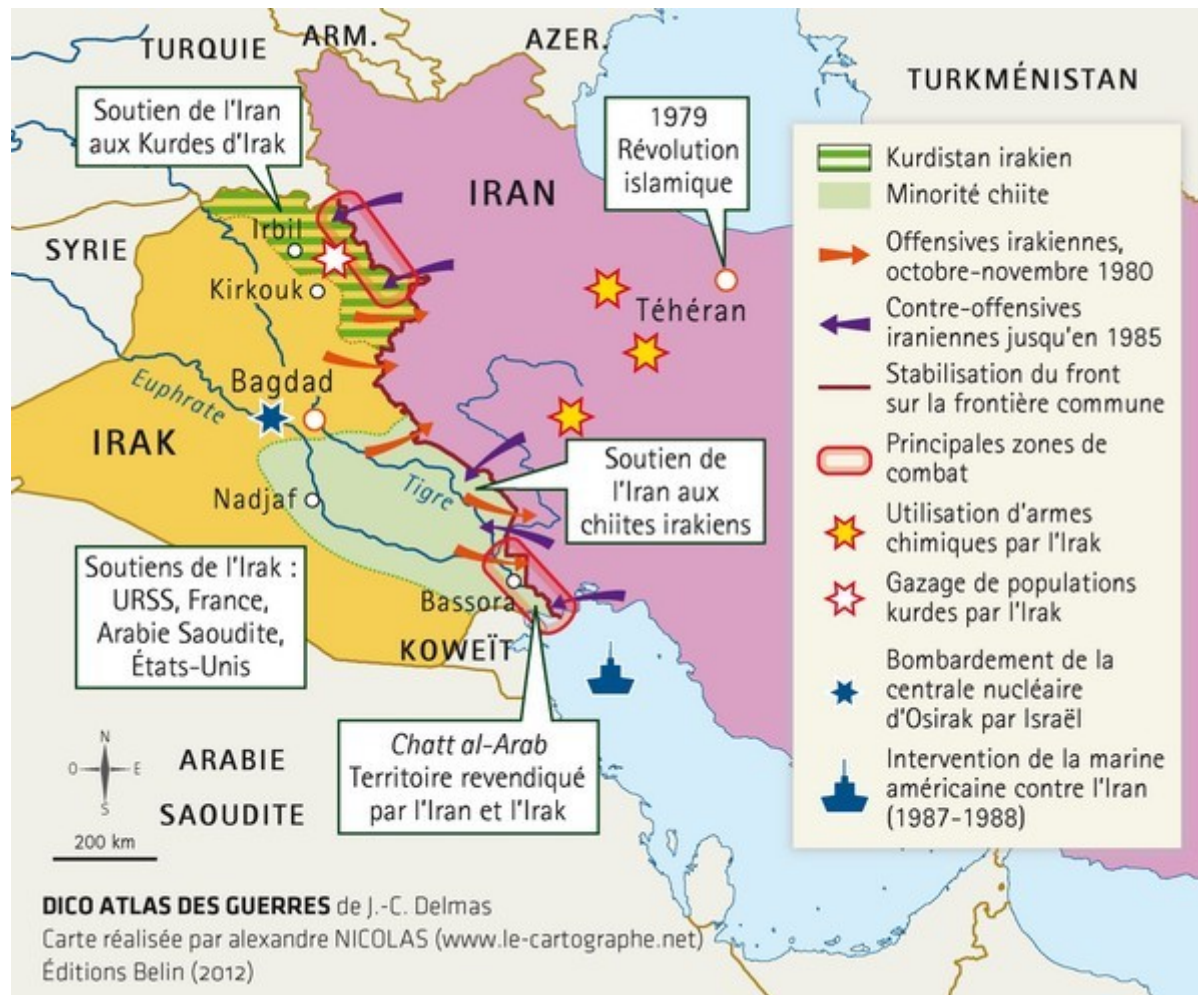
L'Irak ne convoite pas de territoires iraniens et n'a pas l'intention de déclarer la guerre à l'Iran ni d'étendre le conflit avec ce pays au-delà de la défense de nos droits et de notre souveraineté. (...)

Nous déclarons au monde et à la nation arabe que nous avons levé le masque que porte la clique au pouvoir en Iran. Cette clique a fallacieusement utilisé la religion pour assurer son expansion au dépens de la souveraineté et des intérêts supérieurs de la nation arabe, pour provoquer des conflits et diviser les fils de la nation, sans se soucier des conditions difficiles que connaît la nation ni de la lutte que celle-ci mène contre les agresseurs sionistes et les forces impérialistes.

La religion n'est qu'un voile pour dissimuler le racisme et la haine millénaire des Persans à l'égard des Arabes. Elle est brandie pour attiser le fanatisme et la haine et dresser les peuples de la région les uns contre les autres, servant ainsi consciemment ou non les plans mondiaux du sionisme. (...)

Nous saluons chaleureusement nos frères arabes d'Ahwaz qui souffrent de la terreur et de l'oppression komeynistes, plus terribles encore qu'à l'époque du Chah. Nous saluons les militants honnêtes du Kurdistan iranien et tous les peuples amis d'Iran et nous les assurons que nous ne convoitons aucune parcelle de leur territoire et que nous n'éprouvons pour eux que de la sympathie et de l'amitié »

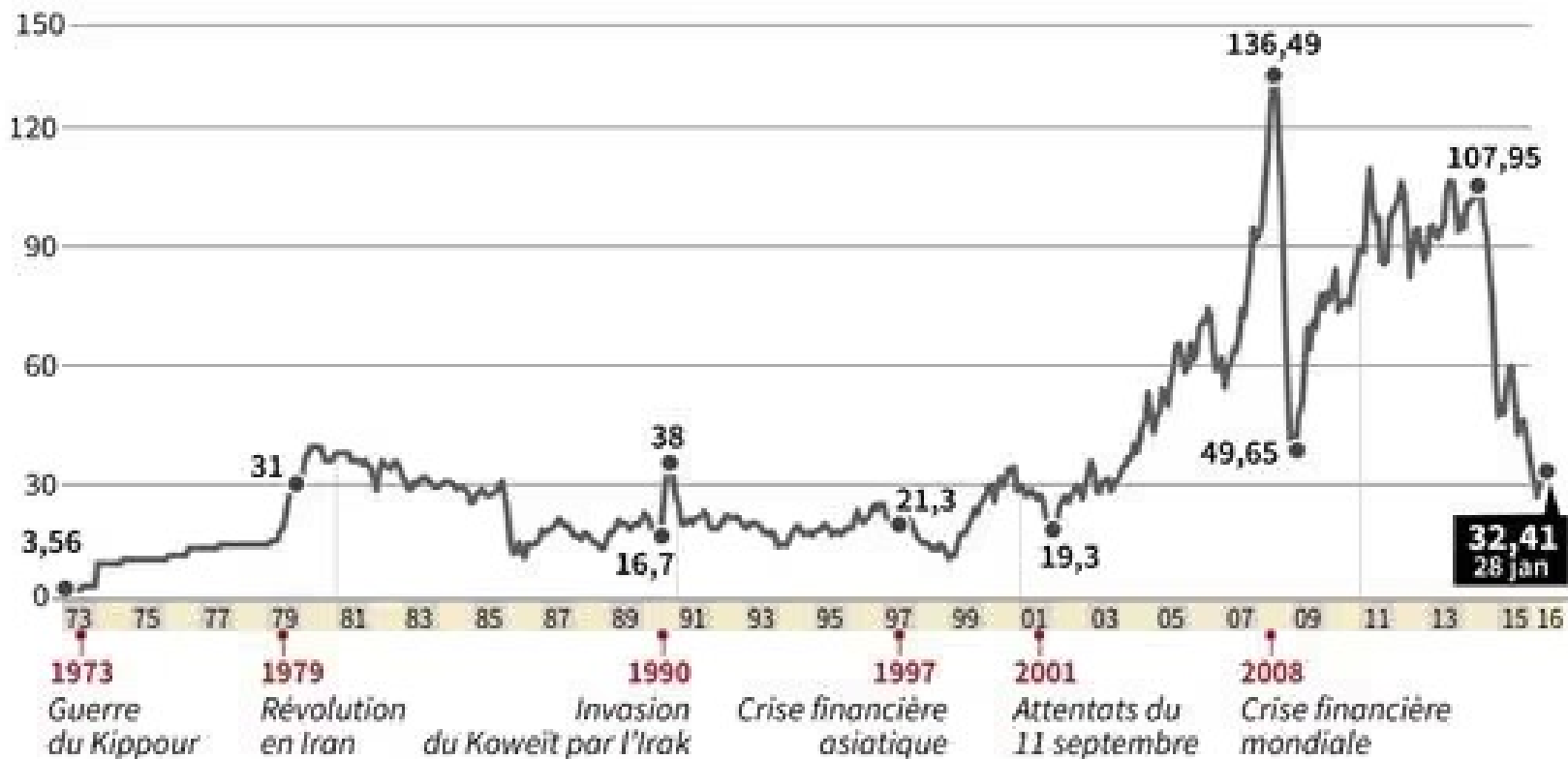






# L'impact des crises sur le cours du pétrole

Prix du baril de brut WTI en dollars (en moyenne mensuelle)



Sources : EIA, StLouisFed

AFP



**Conclusion : le renoncement à l'unité arabe.**



Rappel. Deux changements majeurs avant :

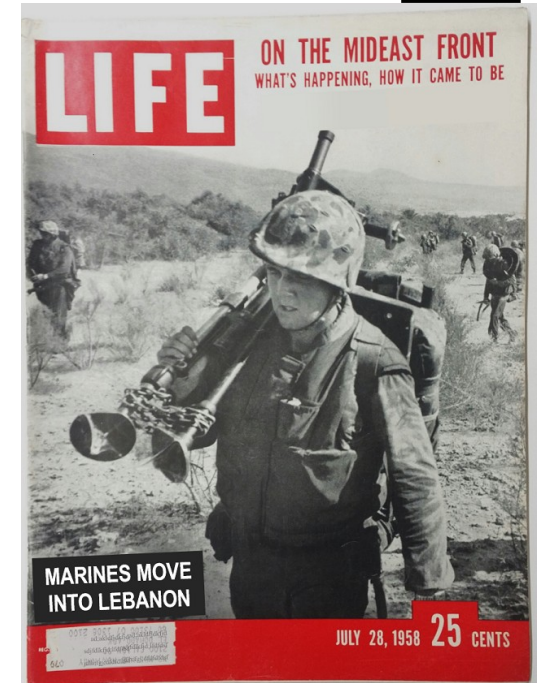
- la découverte et surtout l'exploitation rentable de l' « or noir »  
dans les années 1930 ;
- la naissance d'Israël en 1948.



Rappel. Deux changements majeurs avant :

- la découverte et surtout l'exploitation rentable de l' « or noir » dans les années 1930 ;
- la naissance d'Israël en 1948.

=> A partir de 1948, les grandes puissances vont s'intéresser sans discontinuer à cette région.





Rappel. Deux changements majeurs avant :

- la découverte et surtout l'exploitation rentable de l' « or noir » dans les années 1930 ;
- la naissance d'Israël en 1948.

=> A partir de 1948, les grandes puissances vont s'intéresser sans discontinuer à cette région.

*\* La normalisation des frontières ?*

*\* La fragilité de la notion d'État dans les pays de la région !*

*\* De profondes rivalités entre les États !!*

*\* Les conflits autour de la création et de l'existence de l'État d'Israël depuis 1948 !!!*

*\* Le nationalisme arabe !!!!*



Résolutions prises à l'issue du Sommet de la Ligue Arabe, Le Caire (Egypte), 28 novembre 1973.

Envers l'Europe :

Exiger des pays d'Europe occidentale de mettre un terme à leur soutien militaire et économique à Israël. [...]

Veiller à ce qu'ils exercent des pressions sur les Etats-Unis pour obtenir la suspension de l'aide à l'ennemi.

Envers les Etats-Unis :

Faire en sorte que le gouvernement des Etats-Unis change son attitude d'identification avec Israël en le mettant en garde contre les dangers que comporte la poursuite de sa politique actuelle pour ses intérêts dans les pays arabes.

Accroître les efforts déployés en vue de faire comprendre à peuple américain, par les différents moyens de communication, la justesse de la cause arabe et les dangers qu'une identification avec Israël comporte pour le peuple américain et pour la sécurité et la paix dans le monde.

Et envers les pays de l'Est :

Poursuivre les contacts afin d'obtenir : la poursuite de leur soutien à la cause arabe dans tous les domaines. La fourniture aux pays et aux fronts arabes d'armes qui permettront aux Arabes de tenir tête à l'ennemi d'égal à égal, quantitativement et qualitativement.



# Le mythe de l'unité du monde arabe d'après l'*Atlas de la patrie arabe et du monde* publié à Alep en 2003.

